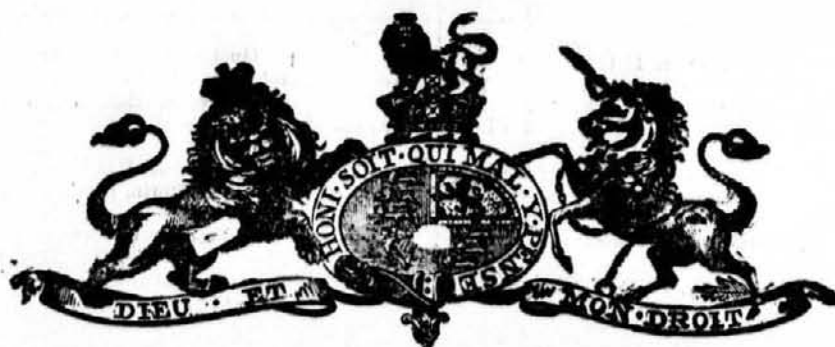




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 16 FEVRIER 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4129

nations

Québec, 8 février 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer, le 7 du mois de février 1901, MM. Edouard Bastien, F.-X. Lessard et Paul Matteau, conseillers de la municipalité de Saint-Mathieu de Caxton, comté de Saint-Maurice, le premier en remplacement de Edouard Lacombe, le deuxième en remplacement de James Hill, et le troisième en remplacement de Bill Hill, en vertu des dispositions de l'article 327 C. M.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

Québec, 12 février 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer de nouveau, le 12 février 1901, M. F. X. Legrand, conseiller de la municipalité de Sainte-Christine, dans le comté de Bagot, en vertu des dispositions de l'article 327 du C. M.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

799

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th FEBRUARY, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4130

Appointments

Quebec, 8th February, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 7th of the month of February, 1901, Messrs Edouard Bastien, F.-X. Lessard and Paul Matteau, councillors for the municipality of Saint Mathieu de Caxton, county of Saint Maurice, the first to replace Edouard Lacombe, the second to replace James Hill, and the third to replace Bill Hill, in virtue of the provisions of article 327 M. C.

ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

Quebec, 12th February, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to reappoint, on the 12th of February, 1901, Mr. F. X. Legrand, councillor for the municipality of Sainte Christine, in the county of Bagot, in virtue of the provisions of article 327 of the M. C.

ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

800

Avis du Gouvernement

Québec, 11 février 1901.

Avis est par le présent donné aux juges de paix de la province de Québec, d'avoir à renouveler leur serment d'allégeance à Sa Majesté Edouard VII.

Par ordre,

807 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7048.

Lots.

Lot 17, du 4ème rang, à Alexandre Wells.
Lot 18, du 4ème rang, à Stewart Wells.
Lots 19 et 20, du 4ème rang, à Michael Sullivan.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 13 février 1901.

AVIS PUBLIC

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Cox.

Lot 13, du 6e rang, O. L. P., à Jas. et John Hall.

Canton Polette.
1er rang.

Lot 13, à Ls. Gignac.
Lot 14, à Urbain Desaulniers.
Lots 15 et 16, à Aimé Dontigny.
Lots 17 et 18, à Urbain Desaulniers.
Lot 19, à Vve Téléphore Pelletier.
Lot 21, à Aug. Chandonnais.
Lots 31 et 32, à Ls. Blackburn.
Lot 55, à Eug. Aubé.
Lot 58, à Jas. Marchand.
Lot 63, à Alph. Dontigny.
Lot 64, à Denis Dontigny.
Lots 67 et 68, à P. Dontigny.
Lots 69 et 70, à Jos. Dontigny.
Lot 71, à Théodore Dontigny.
Lot 72, à Sam. Groleau.

2e rang.

Lots 73 et 74, à George Adams.
Lots 75 et 76, à Fred. P. Adams.

Canton Hocquart.

½ S. du lot 15, du rang B, à Marc Roy.

Canton Roux.

Lots 43 et 44, du rang N. E., à J. Gagnon.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 16 février 1901.

Government Notices

Quebec, 11th February, 1901.

Notice is hereby given to the justices of the peace of the province of Quebec, that they must renew their oath of allegiance to His Majesty Edward VII.

By order,

808 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj. 7048.

Lots.

Lot 17, in 4th range, to Alexander Wells.
Lot 18, in 4th range, to Stewart Wells.
Lots 19 and 20, in 4th range, to Michael Sullivan.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 13th February, 1901.

PUBLIC NOTICE

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Cox.

Lot 13, of 6th range, W. P. L., to Jas. and John Hall.

Township Polette.
1st range.

Lot 13, to Ls. Gignac.
Lot 14, to Urbain Desaulniers.
Lots 15 and 16, to Aimé Dontigny.
Lots 17 and 18, to Urbain Desaulniers.
Lot 19, to widow Téléphore Pelletier.
Lot 21, to Aug. Chandonnais.
Lots 31 and 32, to Ls. Blackburn.
Lot 55, to Eug. Aubé.
Lot 58, to Jas. Marchand.
Lot 63, to Alph. Dontigny.
Lot 64, to Denis Dontigny.
Lots 67 and 68, to P. Dontigny.
Lots 69 and 70, to Jos. Dontigny.
Lot 71, to Théodore Dontigny.
Lot 72, to Sam. Groleau.

2nd range.

Lots 73 and 74, to George Adams.
Lots 75 and 76, to Fred. P. Adams.

Township Hocquart.

S. ½ of lot 15, of range B, to Marc Roy.

Township Roux.

Lots 43 and 44, of N. E. range, to G. Gagnon.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 16th February, 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7052.

Blandford.

Lot 23, du 10^e rang, à Joseph Lebleu.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 14 février 1901.

815

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 30 janvier 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Charles Joseph Eugène Charbonneau, écuyer, notaire public, du village de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, district des Trois-Rivières, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index du notaire Elzéar Hubert Tremblay, en son vivant notaire public, de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, comté de Saint-Maurice, en vertu des dispositions du code du notariat, article 3685 des S. R. P. Q.

ADELARD TURGEON,

629-2

Secrétaire de la province par intérim.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 4 janvier 1901.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre, après le premier jour de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le huitième jour du dit mois de mars, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le quinzième jour du dit mois.

L. G. DESJARDINS,

75-5

Greffier de l'Assemblée législative.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quel que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7052.

Blandford.

Lot 23, in 10th range, to Joseph Lebleu.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 14th February, 1901.

816

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 30th January, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Charles Joseph Eugène Charbonneau, esquire, notary public, of the village of Grand'Mère, county of Champlain, district of Three Rivers, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Elzéar Hubert Tremblay, in his lifetime notary public, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, county of Saint Maurice, in virtue of the provisions of the notarial code, article 3685 R. S. P. Q.

ADELARD TURGEON,

630

Provincial secretary ad interim.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 4th January, 1901.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill, shall be received by the House, after the first day of March next, that no private bill shall be introduced after the eighth day of said month of March, that no report of any standing or select committee upon a private bill, shall be received after the fifteenth day of said month.

L. G. DESJARDINS,

76

Clerk of the Legislative Assembly.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community

particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation deront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

or for making any amendment of a nature to any former act,—shall require a notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follow viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

C. L. O.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cin-

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clear and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing

quante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas révisés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and unless so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS

4127

Greffier de l'Assemblée législative.

L. G. DESJARDINS,

4128

Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Henry Markland Molson, gentilhomme; Huntly Drummond, gérant; John K. L. Ross, ingénieur électricien; James J. Riley, junior, agent d'assurance; W. Arthur C. Hamilton, gentilhomme; W. Ernest Boulton, agent; Peers Davidson, avocat; William Finley, marchand; Allister Mitchell, courtier; George Herrick Duggan, ingénieur civil; Charles Haviland Routh, agent d'assurance; James Woodbury McCulloh, marchand, et autres, pour obtenir un acte les incorporant en corps politique et incorporé sous le nom de "The Royal Saint Lawrence Yacht Club," pour remplacer le club de yacht actuel, incorporé par l'autorité municipale, prendre tous ses droits, propriétés, responsabilités, avec pouvoir d'acquiescer et posséder des immeubles, emprunter de l'argent et émettre des bons comme garantie d'eux, et avec tous les autres pouvoirs qui peuvent être jugés avantageux.

DAVIDSON & CLAY,
Procureurs des requérants.

Montréal, 11 février 1901.

805

Avis est par le présent donné que la ville de Chicoutimi s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation d'emprunter \$35,000.00, dont \$25,000.00 pour l'amélioration de ses rues et la construction d'égouts, et \$10,000.00 pour construire un marché, une salle de séances et un poste de pompiers.

ELZEAR LEVESQUE,
Secrétaire trésorier.

759 2

Avis public est par les présentes donné par la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé aux fins d'obtenir certains pouvoirs et entr'autres les suivants :

1° Pour modifier le système de recouvrement des contributions mensuelles afin de permettre aux professeurs de faire dans les classes la perception des dites contributions mensuelles.

2° Pour la collection des taxes scolaires et la vente des immeubles pour non paiement de ces taxes.

3° Pour changer le mode d'élection des commissaires et plus spécialement pour qu'il s'écoule un espace de huit jours entre la nomination et la tenue des élections des commissaires d'écoles.

ST JULIEN & DEBOUCHERVILLE,
Avocats de la requérante.

Montréal, 23 janvier 1901.

489 4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "Warden King & Son, Limited", dans le but de prendre et continuer comme une affaire en opération les affaires maintenant faites à Montréal par la société Warden King & Son, comme fondeurs de fer et machinistes, manufacturiers et marchands de fer, métaux et de leurs produits et aussi comme entrepreneurs, manufacturiers, vendeurs et commerçants de toute sorte d'appareils de chauffage, tuyaux d'égoût, appareils pour la vapeur, fournitures pour les entrepreneurs et plombiers et autres affaires y ayant rapport, avec le droit d'émettre du stock préférentiel et ordinaire; le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 février 1901.

787-2

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that, at its next session, application will be made to the Legislature of the province of Quebec, by Henry Markland Molson, gentleman; Huntly Drummond, manager; John K. L. Ross, electrical engineer; James J. Riley, junior, insurance agent; W. Arthur C. Hamilton, gentleman; W. Ernest Bolton, agent; Peers Davidson, advocate; William Finley, merchant; Allister Mitchell, broker; George Herrick Duggan, civil engineer; Charles Haviland Routh, insurance agent; James Woodbury McCulloh, merchant, and others, for an act incorporating them as a body politic and corporate under the name of "The Royal Saint Lawrence Yacht Club", to replace the Yacht Club now so termed, incorporated by municipal authority, to assume all its rights, property and liabilities, with power to acquire and hold real estate, to borrow money and issue bonds as security therefor, and with such other powers as may be deemed advisable.

DAVIDSON & CLAY,
Attorneys for applicants.

Montreal, 11th February, 1901.

806

Notice is hereby given that the town of Chicoutimi will apply to the Legislature of the province of Quebec, of its next session, for an authorization to borrow \$35,000.00, whereof \$25,000.00 for improving its streets and the construction of drains, and \$10,000.00 to build a market, a town hall and a firemen's station.

ELZEAR LEVESQUE,
Secretary treasurer.

760

Public notice is hereby given that the school municipality of the city of Sainte-Cunégonde of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a private bill for the purposes of obtaining certain powers and amongst the following :

1. To alter the system of collecting the monthly contributions in order to allow the school master to collect these monthly contributions in the school.

2. For the collection of school taxes and the sale of immovables for the non payment of these taxes.

3. To change the mode of election and most specially to provide that eight days should elapse between the nomination and election of the school commissioners.

ST JULIEN & DEBOUCHERVILLE,
Attorneys for said petitioner.

Montreal, 23rd January, 1901.

490

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate "Warden King & Son, Limited," for the purpose of taking over and continuing as a going concern the business at present carried on at Montreal by the firm of Warden King & Son as iron founders and machinists, manufacturers of and dealers in iron, metals and products of the same, and as contractors for manufacturers and sellers of and dealers in all kinds of heating apparatus, soil pipes, steam fittings, builders and plumbers supplies, and other business incidental thereto, with the right to issue preferred and ordinary stock; the head office of the company to be at the city of Montreal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.

Montreal, 7th February, 1901.

788

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent, corps politique et incorporé, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une refonte de sa charte et certains amendements sur, entre autres, les objets suivants :

1° A l'avenir, la municipalité de la ville Saint-Laurent sera comprise dans les limites suivantes : bornée vers le nord-est par la partie restante et non subdivisée du No 251, du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-Laurent, (la partie de 251 incluse dans les limites de la municipalité étant comprise en ligne droite du côté nord-ouest avec la ligne nord-ouest de division du lot No 250, et bornée du côté nord-est par la ligne de division qui sépare le dit lot No 251 du terrain aujourd'hui possédé par Napoléon Groulx), le chemin de la Côte Sainte-Marguerite, le No 373, dont il faut déduire néanmoins la partie vendue à Philémon Cousineau, avocat, laquelle se trouvera dans les limites de la dite municipalité, le No 375, la partie restant du No 406 ; du côté est par le chemin de la Côte Saint-Laurent et le No 613 ; du côté sud-est par le chemin de la Côte Saint-Laurent, le No 611, le chemin public, le chemin de la Côte de Liesse, (l'emplacement occupé par l'hôtel Aubry étant dans les limites de la dite corporation) ; vers le sud-ouest, par le chemin de la Côte de Liesse, par la partie non subdivisée du lot No 467, par le lot No 468, et à l'ouest par le chemin de la Côte Vertu et la partie restante et non subdivisée du lot No 242, (tous les emplacements actuellement vendus et détachés du dit lot No 242 devant être compris dans les limites de la corporation), et au nord-ouest par le Ruisseau Rimbault et par la partie restante et non subdivisée du lot No 242, (la partie non subdivisée du dit lot No 242 qui sera dans les limites de la corporation devant être prise sur la profondeur en ligne droite avec la ligne de division des lots Nos 250 et 251.

2° Division de la municipalité en deux quartiers et numérotage des sièges des échevins.

3° Election du maire tous les deux ans et vote au scrutin.

4° Augmentation du pouvoir d'emprunt du conseil et privilège accordé au conseil de taxer les colporteurs de toutes sortes qui achètent ou vendent les marchandises ou prennent des ordres pour marchandises dans les limites de la corporation, de taxer les chiens et autres animaux.

5° Permettre au conseil de faire vendre par leur secrétaire-trésorier avec certaines formalités et après certains avis les terrains sur lesquels des taxes seraient dues, d'acquérir les rues nouvelles appartenant jusque là à des particuliers et pour tels autres objets mentionnés dans les dits amendements.

PHILEMON COUSINEAU,

Avocat de la ville Saint-Laurent.
Saint-Laurent, 6 février 1901. 753-2

AVIS PUBLIC.

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ayant pour objet : de diminuer le nombre de ses directeurs et d'en fixer le quorum ; d'augmenter ses pouvoirs d'assurer dans les villes ainsi que ses assurances au comptant ; de permettre aux employés de la compagnie de prendre part aux assemblées générales et de devenir directeur à certaines conditions ; d'abolir le mode de publication des avis de répartition dans les journaux, en le remplaçant par un avis adressé par la poste à chacun des membres assurés ; d'exempter la compagnie de toutes taxes spéciales pouvant être imposées par les corporations municipales tant que la dite compagnie n'aura pas atteint une réserve de vingt-cinq mille piastres.

J. H. JOANETTE,

Procureur de la requérante.

Montréal, 21 janvier 1901. 445-4

Public notice is hereby given that the town of Saint Laurent, a body politic and corporate, will address to the Provincial Parliament, at its next meeting, to have certain amendments made amongst other things the following :

1. In the future, the municipality of the town of Saint Laurent will be comprised in the following limits: bounded towards the north east by the remaining and undivided part of official lot No. 251, of the plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, (the part of No. 251 included in the limits of said municipality being comprised on the north west side in a straight line with the north west division line of lot No. 250, and bounded on the north east by the division line between lot No. 251 and the land now possessed by Napoléon Groulx), the road of Côte Sainte Marguerite, No. 373, of which the part sold to Philémon Cousineau, advocate, which will be in the limits of said municipality must be detached, No. 375, the remaining part of No. 406; on the east side by the road of Côte Saint Laurent and No. 613; on the south east side by the road of La Côte Saint Laurent, No. 611, the public road, the road of La Côte de Liesse, (the lot of land now occupied by l'hôtel Aubry to be in the limits of said corporation); towards the south west by the road of La Côte de Liesse, by the undivided part of lot No. 467, by the lot No. 468, on the west side by the road of La Côte Vertu, and the remaining undivided part of lot No. 242, (all the lots now sold and detached from said lot No. 242 to be comprised in the limits of said corporation), and on the north west side by the Ruisseau Rimbault and by the remaining undivided part of lot No. 242, (the undivided part of said lot No. 242 to be in the limits of said corporation must be taken in a straight line with the division line of lots Nos. 250 and 251.

2. Division of the municipality in two wards and the seats of the aldermen to be numbered.

3. Election of the mayor every two years and scrutany vote.

4. Augmentation of the power to borrow for the council and power granted to council to tax the peddlers of all kinds who buy and sell goods or take orders for goods in the limits of said corporation, and power of taxing the dogs and other animals.

5. Power granted to the council to cause to be sold by their secretary treasurer after public notices the lots of lands on which taxes are due, to acquire the streets belonging to private individuals and for any other objects mentioned in said amendments.

PHILEMON COUSINEAU,

Attorney for the town of Saint Laurent.
Saint Laurent, 6th February, 1901. 754

PUBLIC NOTICE.

The Canada Mutual Fire Assurance Company will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an act for the purpose : of decreasing the number of its directors and fixing the quorum thereof ; of increasing its powers to insure in villages as well as its cash insurances ; of allowing the employees of the company to take part in the general meetings and become directors on certain conditions ; of abolishing the method of publishing notices of assessments in the newspapers, replacing it by a notice sent by mail to each of the members insured ; of exempting the company from all special taxes that may be imposed by municipal corporations so long as the company has not a reserve of twenty-five thousand dollars.

J. H. JOANETTE,

Attorney for petitioner.

Montreal, 21st January, 1901. 446

AVIS.

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, la compagnie "Le Crédit Foncier du Bas-Canada," incorporée par l'acte 39 Vict., ch. 64, demandera des amendements à son dit acte d'incorporation aux fins de remanier son fonds social et le bureau de direction ; pourvoir au changement du siège des affaires ; réglementer les actions, lettres de gage, les prêts, les dépôts, la comptabilité ; amender et faire de nouveaux règlements et autres fins.

LE CREDIT FONCIER
DU BAS-CANADA.

Montréal, 21 janvier 1901. 495-4

Avis est donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour constituer une compagnie dans le but d'acheter et tenir en opération le chemin de fer appartenant ci-devant à la compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis, et de le vendre ou louer à toute autre compagnie de chemin de fer.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Procureurs des requérants.

Montréal, 23 janvier 1901. 515-4

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné par les honorables Richard R. Dobell, Arthur Paquet, Pierre Garneau et MM. Gaspard LeMoine, John T. Ross, George Tanguay, William Price, William A. Marsh, T. A. Piddington, Vesey Boswell, Victor Châteauevert, marchands, James Guthrie Scott, gérant de chemins de fer, tous de la cité de Québec, et Benjamin A. Scott, propriétaire de moulins, de Roberval, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "The Quebec and James Bay Railway Company", pour construire un chemin de fer de la cité de Québec, ou d'un point sur le parcours du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, entre Québec et Roberval à la Baie James, et à un hâvre à eau profonde sur icelle à l'embouchure de la rivière Nottaway, ou ailleurs, sur la dite baie, avec pouvoir de construire des quais et de creuser (do dredgings) de construire, posséder et mettre en opération des bateaux et bâtiments à vapeur et des brise-glaces sur les baies d'Hudson et James et autres eaux atteintes ou avoisinées par le dit chemin de fer ou ses embranchements, et pour autres fins.

ROY & CANNON,
Procureurs des requérants.

AVIS PUBLIC.

La cité de Saint-Henri s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir :

1° L'amendement du Statut de Québec, 61 Victoria, chapitre 55, section 660, à l'effet d'autoriser la dite cité à émettre des actions-obligations avec taux d'intérêt différentiel.

2° L'amendement du Statut de Québec, 62 Victoria, chapitre 61, section 2, à l'effet de faire disparaître le proviso se rapportant aux règlements passés sous l'empire de l'article 3028 des Statuts révisés, tel qu'édicte par l'acte 57 Victoria, chapitre 30.

PRIMEAU & CODERRE,

Procureurs de la dite cité de Saint-Henri.
Saint-Henri, 23 janvier 1901. 531-4

AVIS.

A la prochaine session de la législature de Québec, les exécuteurs-testamentaires de la succession F. X. Baudry requerront le droit d'hypothéquer certain immeuble.

LEBLANC & BROSSARD,
Avocats des requérants.

527-4

NOTICE.

Notice is hereby given that at the next session of the Quebec Legislature, the company called "Le Crédit Foncier du Bas Canada," incorporated by the act 39 Vict., ch. 64, will apply for amendments to its charter for the purpose of changing its capital stock and board of management ; of providing for a charge in its place of business ; of regulating shares, securities (*lettres de gage*), loans, deposits, and the keeping of accounts ; of amending and making new by-laws and for other purposes.

LE CREDIT FONCIER
DU BAS CANADA.

Montreal, 21st January, 1901. 496

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, to incorporate a company for the purpose of acquiring and operating the railway heretofore owned by the United Counties Railway Company, and of selling or leasing the same to any other railway company.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd January, 1901. 516

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given by Hon. Richard R. Dobell, Hon. Arthur Paquet, Hon. Pierre Garneau and Messrs. Gaspard LeMoine, John T. Ross, George Tanguay, William Price, William A. Marsh, T. A. Piddington, Vesey Boswell, Victor Châteauevert, merchants, James Guthrie Scott, railroad manager, all of the city of Quebec, and Benj. A. Scott, mill-owner, of the place called Roberval, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them under the name of the "Quebec and James Bay Railway Company", for the construction of a railway from the city of Quebec, or from some point on the Quebec and Lake Saint John Railway between Quebec and Roberval to James Bay, and to a deep water harbor thereon at the mouth of the river Nottaway, or elsewhere, on the bay, with power to build wharves, and do dredging and to build own or navigate steamboats, steamships and ice breakers in James and Hudson Bay and other waters reached or touched by the railway or its connecting lines, and for other purposes.

ROY & CANNON,
Solicitors for applicants.

538

PUBLIC NOTICE.

The city of Saint Henri will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining :

1. An amendment to the act of Quebec 61 Victoria, chapter 55, section 660, to authorize the said city to issue debenture stock with differential rates of interest.

2. An amendment to the Quebec Act 62 Victoria, chapter 61, section 2, to do away with the proviso relating to by-laws passed under article 3028 of the revised Statutes as enacted by the act 57 Victoria, chapter 30.

PRIMEAU & CODERRE,

Attorneys for the said city of Saint Henri.
Saint Henri, 23rd January, 1901. 532

NOTICE.

At the next session of the Legislature of Quebec, the testamentary executors to the estate of F. X. Baudry will apply for authority to hypothecate a certain immoveable.

LEBLANC & BROSSARD,
Attorneys for petitioners.

528

Avis est par le présent donné que The Laing Packing & Provision Company (Limited), s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser la dite compagnie à ériger dans les limites de la cité de Montréal des bâtisses où la dite compagnie fera les affaires d'une maison d'emballage dans toutes ses diverses branches; abattre le bétail, cochons, moutons, agneaux et veaux dans les dites bâtisses pour les fins des dites affaires. Garder un établissement pour fondre les graisses, manufacture de saucisse et manufacture pour les viandes préparées, et de vendre la dite viande ainsi tuée sur les lieux dans les limites de la cité de Montréal et ailleurs. Autoriser la cité de Montréal à accorder à la dite compagnie les dits privilèges, nonobstant aucune loi, ordonnance ou règlement.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 janvier 1901.

523-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de légaliser une convention entre le Bureau Catholique des Commissaires d'Ecoles de la ville de Magog, le Bureau Protestant des Commissaires d'Ecoles de la ville de Magog, la Corporation de la ville de Magog et The Dominion Cotton Mills Company, pour une commutation des taxes scolaires de la dite compagnie pour un terme de quinze ans.

Daté à Montréal, ce 29^e jour de janvier A. D., dix-neuf cent un.

(Signé) H. JASMIN,

Sec.-trés., Bureau Catholique Romain des Commissaires d'Ecoles.

(Signé) GEO. H. THOMPSON,

Sec.-trés., Bureau Protestant des Commissaires d'Ecoles.

(Signé) L. A. AUDET,

Sec.-trés. de la ville de Magog.

(Signé) C. E. HANNA,

685-3 Sec.-trés., The Dominion Cotton Mills Co.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par et en faveur des gravés et appelés survivants nommés dans le testament de feu J. B. Renaud et de feu Madame Renaud, pour obtenir un acte amendement l'acte 47 Victoria, chapitre 91, intitulé "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean Baptiste Renaud, comme suit, à savoir: de déclarer qui aura le droit de vendre les dites propriétés; de révoquer et changer les formalités requises pour l'aliénation des dites propriétés et de déclarer que les dispositions du dit acte amendé s'appliqueront à l'aliénation de la propriété appartenant aux biens et succession de feu Dame Sophie Lefevre, veuve de feu Jean Baptiste Renaud, et pour d'autres fins.

CARON, PENTLAND & STUART,

Solliciteurs des requérants.

Québec, 23 janvier 1901.

521-4

Un bill autorisant Eugène Alexandre Dorion, de la paroisse de Saint-Ours, dans le comté de Richelieu, dans la province de Québec, à ajouter à son nom les mots de "Saint-Ours", sera demandé à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, avec pouvoir de transmettre à ses descendants le dit nom ainsi modifié, et d'exercer sous tel nom tous les droits et privilèges qu'il exerce aujourd'hui et pourrait exercer plus tard sous le nom de Eugène Alexandre Dorion.

PRIMEAU & CODERRE,

97, rue Saint-Jacques, Montréal.

Sorel, 22 janvier 1901.

533-4

Notice is hereby given that The Laing Packing & Provision Company (Limited), will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the said company to erect within the limits of the city of Montreal, premises wherein the said company shall carry on the business of a packing house in all its several branches; to kill cattle, hogs, sheep, lambs and calves on the said premises for the purposes of the said business. To keep a rendering establishment, a sausage manufactory and a manufactory for prepared meats, and to sell the said meat so killed on the premises within the limits of the city of Montreal and elsewhere. And to authorize the city of Montreal to grant to the said company the said privileges, any law, ordinance or by-law to the contrary notwithstanding.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 22nd January, 1901.

524

Notice is hereby given that application will be made at the coming session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to legalize an agreement entered into between the catholic board of school commissioners of the town of Magog, the protestant board of school commissioners of the town of Magog, the corporation of the town of Magog, and the Dominion Cotton Mills Company, for a commutation of the school taxes of the said company for the term of fifteen years.

Dated at Montreal, this 29th day of January A. D., nineteen hundred and one.

(Signed) H. JASMIN,

Sec. Treas. R. Cath. Board of Sch. Comrs.

(Signed) GEO. H. THOMPSON,

Sec. Treas. Prot. Board of Sch. Comrs.

(Signed) L. A. AUDET,

Sec. Treas. town of Magog.

(Signed) C. E. HANNA,

686 Sec. Treas., The Dominion Cotton Mills Co.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by and on behalf of the surviving institutes and the substitutes named in the wills of the late J. B. Renaud and the late Madame Renaud, for an act amending the act 47 Victoria, chapter 91, intituled "An act to authorize the sale of certain immovables belonging to the estate of the late J. B. Renaud" in the following, among other respects, viz: to declare who shall have the right to sell the said properties; to repeal and alter the formalities required for the alienation of such properties and to declare that the provisions of such amended act shall apply to the alienation of the property belonging to the estate and succession of the late Madame Sophie Lefevre, widow of the late John Baptiste Renaud, and for other purposes.

CARON, PENTLAND & STUART,

Solicitors for applicants.

Quebec, 23rd January, 1901.

522

A bill authorizing Eugène Alexandre Dorion, of the parish of Saint Ours, in the county of Richelieu, in the province of Quebec, to add to his name the words "de Saint Ours", will be presented to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, with power to transmit to his descendants the said name thus changed, and to exercise under such name all the rights and privileges which he now exercised under the name of Eugène Alexandre Dorion.

PRIMEAU & CODERRE,

97, Saint James street, Montreal.

Sorel, 22nd January, 1901.

534

Avis public est par les présentes donné que les président et syndics de la Commune d'Yamaska demanderont à la prochaine session de la législature de Québec, la passation d'une loi amendant les lois régissant la dite commune, quant à la date et au mode de l'élection du président et des syndics ; à la proportion servant de base aux votes des intéressés, ainsi qu'au mode des répartitions ; aux pénalités ; au droit de chasse sur la commune ; droit aux dits syndics de louer ou affermer partie ou parties de la dite commune ; vendre le foin ou le bois croissant sur icelle en parties d'icelle ; et enfin faire tous règlements concernant la dite commune.

J. BTE PARENT,
Président de la dite Commune.
Saint-Michel d'Yamaska, 9 janvier 1901. 267-5

Avis public est par les présentes donné que Cyrille F. Lussier, médecin, ci-devant de la paroisse de Saint-Damase, district de Saint-Hyacinthe, maintenant de la ville de New Bedford, État du Massachusetts, États-Unis d'Amérique, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte lui octroyant le droit de pratiquer la médecine dans cette province, sous l'autorité et aux conditions imposées par le collège des médecins et chirurgiens de cette province.

A. GIRARD,
Procureur du requérant.
Marieville, 14 janvier 1901. 313-5

AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de Québec par "The Laurentides Pulp Company" pour la passation d'un acte pour amender l'acte contituant en corporation le village de Grand'Mère, 61 Vic., c. 61, en y ajoutant une ou des dispositions donnant à la dite compagnie et à toute autre compagnie possédant des biens fonds dans les limites du dit village, le droit de voter dans toutes les matières ou questions municipales concernant le dit village et pour d'autres fins.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 14 janvier 1901. 319-5

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que Elzéar Fortier, François Fortier, Ludger Corriveau, marchands, Fidèle Pelletier, agent de station, Joseph Tremblay, médecin, tous de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, dans le comté de Montmorency, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les incorporant et autres personnes qui pourront s'associer à eux, sous la raison de "La Compagnie de Téléphone du comté de Montmorency", avec un fonds social de \$2,000.00 à \$25,000.00, divisé en parts de \$100 chacune, dans les buts de construire, équiper, exploiter une ou des lignes de téléphone dans le comté de Montmorency, de relier ces lignes avec celles des comtés voisins et de la cité de Québec, et pour autres fins.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,
Procureurs des requérants.
Québec, 14 janvier 1901. 321-5

Avis est par les présentes donné qu'il sera présenté une demande à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour un acte pour incorporer le "Saint Lawrence Southern Railway Company" avec pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer d'un endroit

Public notice is hereby given that the chairman and trustees of Yamaska Common will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend the laws governing the said common, with reference to the date and mode of election of the chairman and trustees ; to the proportion serving as a basis for the votes of the interested parties, and also the method of assessments ; to penalties ; to the right of hunting in the common ; to the right of the said trustees to lease or farm out a portion or portions of the said common ; to sell the hay or timber growing thereon or on parts thereof ; and finally to pass all by-laws concerning the said common.

J. BTE PARENT,
Chairman of the said Common.
St. Michel de Yamaska, 9th January, 1901. 268

Public notice is hereby given that Cyrille F. Lussier, doctor, heretofore of the parish of Saint Damase, district of Saint Hyacinth, now of the town of New Bedford, State of Massachusetts, United States of America, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a bill granting him the right of practicing medicine in this province, under the authority and at the conditions imposed by the college of physicians and surgeons of this province.

A. GIRARD,
Attorney for applicant.
Marieville, 14th January, 1901. 314

NOTICE.

Notice is hereby given that "The Laurentide Pulp Company" will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec for the passing of an act to amend the act incorporating the village of Grand'Mère, 61 Vic., c. 61, by adding thereto a provision or provisions giving the said company and any other joint stock company, having and owning real estate and property within the limits of the said village, the right to vote in all municipal matters concerning the said village and for other objects.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Attorneys for said company.
Montreal, 14th January, 1901. 320

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that Elzéar Fortier, François Fortier, Ludger Corriveau, merchants, Fidèle Pelletier, station agent, Joseph Tremblay, physician, all of the parish of Sainte Anne de Beaupré, in the county of Montmorency, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them and others who may join them under the name of "La Compagnie de Téléphone du comté de Montmorency", with a capital stock ranging from \$2,000.00 to \$25,000.00, divided into shares of \$100 each, for the following purposes : to build, construct, equip, exploit and operate one or more telephone lines in the county of Montmorency, to connect such lines with other lines operated or to be operated in adjoining counties and in the city of Quebec, and for other purposes.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,
Solicitors for applicants.
Quebec, 14th January, 1901. 322

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session for an act to incorporate the Saint Lawrence Southern Railway Company with power to build and operate a line of railway from a point at or near the town of Valleyfield, in

dans ou près de la ville de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, province de Québec, traversant les comtés de Beauharnois, Chateauguay, Laprairie, Chambly, Saint-Johns, Rouville et Saint-Hyacinthe, jusqu'à un endroit dans ou près de la ville de Saint-Hyacinthe, dans le comté de Saint-Hyacinthe, le tout dans la province de Québec.

HONORE GERVAIS,

329-5

Procureur des applicants.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation du village de la Pointe-au-Pic, pour amender et refondre sa charte, aux fins d'augmenter ses pouvoirs, relativement à la protection de la santé publique, au bon ordre, au progrès, à l'administration interne du village, à l'octroi des licences de charretiers et autres, à l'imposition de certaines taxes, etc., et aussi pour augmenter les limites de son territoire, en y ajoutant les lots Nos 771, 770, 769, 768, 767, 766, 765, 764, 763, 762, 761, 760, 759, 758, 757, 756, 755, 754, 753, 752, 751, 750, 749, 748, 747, 746, 745, 744, 743, 730, 729, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie; borné vers le nord-est, partie par le No 577 et partie par la limite actuelle du village de la Pointe-au-Pic; vers le sud-est par la limite actuelle du dit village; vers le sud-ouest par le No 773, et vers le nord-ouest par le No 728, contenant en superficie treize cent trente-neuf arpents et soixante-onze perches et demie (1339 arpents, 71½ perches.)

CHARLES ANGERS,

Procureur de la dite corporation.

Malbaie, 14 janvier 1901.

337-5

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné par la "North Shore Power Co." qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir un bill à l'effet d'amender son acte d'incorporation concernant l'augmentation du capital social de la dite compagnie.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 12 janvier 1901.

371-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte constituant en corporation une compagnie avec tous les pouvoirs nécessaires pour construire, exploiter et maintenir une ligne de chemin de fer partant d'un endroit à ou près du Bassin de Gaspé, dans le comté de Gaspé, et de là se dirigeant vers l'ouest et traversant les comtés de Gaspé et de Matane jusqu'au chemin de fer Intercolonial, auquel il se reliera à un point nord de Causapsal, avec le pouvoir de construire, à partir du Bassin de Gaspé, un embranchement qui reliera le dit chemin de fer avec la partie construite du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, qui s'étend maintenant jusqu'à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, avec aussi le pouvoir de se raccorder avec et de faire des arrangements de parcours avec tout chemin ou tous chemins de fer situés à une distance de trois milles au plus du dit chemin de fer projeté; aussi d'exploiter et maintenir des lignes de télégraphe et de téléphone sur le parcours du dit chemin ou s'y reliant; aussi construire, acquérir, maintenir et exploiter des tramways, navires, entrepôts, quais et autres travaux, et exercer et faire le transport par eau des passagers et des marchandises; aussi acquérir des pouvoirs hydrauliques, et ériger et exploiter des usines et moulins, sur le parcours du dit chemin, pour l'usage et la transmission du pouvoir électrique, la manufacture de la pulpe et le sciage du bois, et pour d'autres fins.

MONTAMBAULT, LANGELIER

& VACHON,

Avocats des requérants.

Québec, 16 janvier 1901.

335-5

the county of Beauharnois, province of Quebec, passing through the counties of Beauharnois, Chateauguay, Laprairie, Chambly, Saint Johns, Rouville and Saint Hyacinth, to a point at or near the city of Saint Hyacinth, in the county of Saint Hyacinth, all in the province of Quebec.

HONORE GERVAIS,

Solicitor for applicants.

330

Notice is hereby given that the corporation of the village of Pointe-au-Pic will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend and consolidate the charter of the said corporation, for the purpose of increasing its powers relating to the protection of the public health, to the good order, the progress, the internal administration of the village, the granting of licenses to carters and others, to the imposition of certain taxes, &c., and also to increase the limits of its territory, by adding to it the lots 771, 770, 769, 768, 767, 766, 765, 764, 763, 762, 761, 760, 759, 758, 757, 756, 755, 754, 753, 752, 751, 750, 749, 748, 747, 746, 745, 744, 743, 730, 729, of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de la Malbaie; bounded towards the north east partly by the number 577 and partly by the actual boundary line of the village of Pointe-au-Pic; towards the south east by the actual boundary line of the said village; towards the south west by number 773, and towards the north west by number 728, containing in superficies thirteen hundred and thirty-nine arpents and seventy-one and a half perches (1339 arpents, 71½ perches).

CHARLES ANGERS,

Attorney of the said corporation.

Malbaie, 14th January, 1901.

338

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by the "North Shore Power Co." that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter for the purpose of increasing the capital stock of the said company.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Solicitors for applicant.

Montreal, 12th January, 1901.

372

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate a company with all necessary powers to construct, operate and maintain a line of railway from a point at or near Gaspé Basin, in the county of Gaspé, and thence in a westerly direction through the counties of Gaspé and Matane, to a point connecting it with the Intercolonial Railway, north of Causapsal, in the said county of Matane, with power to construct, operate and maintain a branch of the said railway connecting it at or near Gaspé Basin, with the completed part of the Baie des Chaleurs Railway, now running and in operation as far as New Carlisle, in the county of Bonaventure, and with also the power to connect with and enter into running arrangements over any and all railways situated within a distance of three miles from any portion of said projected railway; also to construct, operate and maintain telegraph and telephone lines along the route of said railway or connecting therewith; also to construct, acquire, maintain and operate tramways, vessels, wharves, warehouses, docks and other works, and to conduct and do the business of carriers of passengers and goods by water and of warehousemen generally; also to acquire and use water powers and erect and operate works and mills for the use and transmission of electrical power, and for the manufacture of pulp and of lumber, and for other purposes.

MONTAMBAULT, LANGELIER

& VACHON,

Solicitors for applicants.

Quebec, 16th January, 1901.

336

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The William Strachan Company", dans le but de prendre et continuer les affaires maintenant conduites à Montréal par la société W. Strachan & Co., comme manufacturiers et commerçants de savons, parfums, glycérine, teintures, huiles et autres produits y ayant rapport, avec le droit d'émettre du stock ordinaire et préférentiel. Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solliciteurs des requérants

Montréal, 16 janvier 1901.

365-5

Avis public est par la présente donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'incorporer la compagnie de chemin de fer électrique de Lévis (The Levis Electric Railway Co.), avec pouvoir de construire, mettre en opération et maintenir un chemin de fer mû par l'électricité, d'un point dans ou près de la ville de Lévis, dans le comté de Lévis, dans la province de Québec, jusqu'à aucun autre point dans les comtés de Lévis, de Dorchester et de Bellechasse, dans la province de Québec, avec tous les pouvoirs nécessaires, ordinaires, accordés aux compagnies incorporées pour cette fin.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 janvier 1901.

373-5

Avis public est par le présent donné que l'honorable Arthur Paquet, de Québec, sénateur et négociant, Joseph Octave Paquet, de Québec, négociant, et Georges Alfred Vandry, de Québec, commis, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir un acte les constituant en corporation sous le nom de la "Compagnie Paquet Limitée", leur conférant en outre le droit d'exploiter des manufactures et établissements de commerce, à Québec et ailleurs, souscrire et émettre des actions dans la dite compagnie et autres pouvoirs.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Procureurs des requérants.

367-5

Les exécuteurs testamentaires-administrateurs-légataires fiduciaires constitués par le testament de feu Charles Théodore Viau, en son vivant manufacturier, de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi les autorisant, en tant qu'il peut en être besoin : 1° A faire un emprunt pour, entre autres objets, faciliter l'établissement d'acquéreurs sur les terrains de la succession Viau, à Maisonneuve et à la Longue-Pointe. 2° A hypothéquer les immeubles et à engager les biens de la succession, pour cet emprunt. 3° A placer les capitaux de la succession autrement que réglé par la loi et le dit testament, s'il se présente des circonstances où l'intérêt de la succession l'exige. 4° A faire d'autres actes d'administration de moindre importance.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Solliciteurs pour les pétitionnaires.

Montréal, 15 janvier 1901.

357-5

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la ville de Saint-Louis demandera des amendements à sa charte aux fins de l'autoriser à faire des arrangements convenables pour la filtration de son approvisionnement d'eau, pour conférer à toute et chacune des municipalités, qui pourront en avoir besoin, l'avantage de bénéficier de tel système de filtration, de plus, pour ratifier certains contrats intervenus avec "The Montreal Water and Power Company."

BISSAILLON & BROSSARD,

Procureurs de la ville de Saint-Louis.

Montréal, 30 janvier 1901.

679-3

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate "The William Strachan Company", for the purpose of taking over and continuing as a going concern the business at present carried on at Montreal by the firm of W. Strachan & Co., as manufacturers and dealers in soaps, perfumes, glycerine, dye-stuffs, oils and other products incidental thereto, with the right to issue preferred and ordinary stock. The head office of the company to be at the city of Montreal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicants.

Montreal, 16th January, 1901.

366

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of The Levis Electric Railway Company ("La Compagnie de Chemin de Fer Electrique de Lévis"), with power to build, put in operation and maintain a railway, the motive power whereof will be electricity from a point in or near the town of Lévis, in the county of Lévis, province of Quebec, to another point in the counties of Lévis, Dorchester and Bellechasse, in the province of Quebec, with all the necessary powers, usually conferred upon companies incorporated for such purpose.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th January, 1901.

374

Public notice is hereby given that the Honorable Arthur Paquet, of Quebec, senator and merchant, Joseph Octave Paquet, of Quebec, merchant, and George Alfred Vandry, of Quebec, clerk, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate them under the name of "The Paquet Company Limited" with power to work and operate manufactures and stores, at Quebec and elsewhere, to subscribe and issue shares of the capital stock of the said company and for other purposes.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Solicitors for applicants.

368

The testamentary executors-administrators-fiduciary legatees under the testament of the late Charles Théodore Viau, in his lifetime manufacturer of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing them, in so far as may be necessary : 1. To effect a loan, the proceeds of which shall be used, amongst other purposes, towards facilitating the establishment of purchasers on the property belonging to estate Viau, at Maisonneuve and Longue-Pointe. 2. To hypothecate the immovables and pledge the assets of the estate, for said loan. 3. To invest the capital sums of the estate otherwise than directed by law or by the said will, in case circumstances should occur in which it would be more advantageous to do so. 4. To do other acts of administration of minor importance.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th January, 1901.

358

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the town of Saint Louis will apply for an amendment to its charter to authorize it to make suitable arrangements for the filtering of the water supply, with powers to any and all other municipalities interested therein to enable them to obtain the benefit of such filtering plant, and to ratify certain contracts with the Montreal Water & Power Company.

BISSAILLON & BROSSARD,

Attorneys for the town of Saint Louis.

Montreal, 30th January, 1901.

680

Avis est par le présent donné par les soussignés, Jean Baptiste A. Lanctôt, fabricant de gants, Joseph D. Couture, marchand de quincailleries, Louis J. A. Surveyer, marchand de feronnneries, Narcisse Lapointe, épiciier, Adolphe Mongeau, bijoutier, Wallace Dawson, pharmacien, Adrien S. Lavallée, marchand de chaussures, et autres, tous de la cité et du district de Montréal, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter un bill à l'effet d'amender la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, 62 Victoria, chapitre 58, pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à imposer une taxe spéciale additionnelle n'excédant pas dix pour cent de la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation, de tout le local dans lequel les magasins à rayons ou département sont établis et exploités, sur telles personnes, sociétés ou corporations, pour chaque rayon ou département séparé et distinct de commerce et d'affaires exploité dans tels magasins à rayons, avec pouvoir pour le conseil de définir et classer les différents genres de commerce et d'affaires exercés dans les dits magasins pour les fins de l'imposition de la dite taxe.

J. B. A. LANCTOT,
J. D. COUTURE,
L. J. A. SURVEYER,
NARCISSE LAPOINTE,
A. MONGEAU,
W. DAWSON,
A. S. LAVALLEE.

Montréal, 1 février 1901.

781-2

Avis public est par le présent donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant "La Compagnie du chemin de fer électrique suburbain de Québec" et lui conférant tous les pouvoirs et privilèges de construire et d'exploiter un chemin de fer électrique, partant d'un point dans la cité de Québec, traversant les paroisses de Limoilou, Beauport, Charlesbourg, se rendant au lac Beauport, de là au lac Saint-Charles, traversant les paroisses Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, de l'Ancienne Lorette, de Saint-Félix du Cap Rouge, de Sainte-Foye, de Notre-Dame de Québec, et la cité de Québec pour atteindre le point de départ; avec le pouvoir aussi de traverser le fleuve Saint-Laurent et de continuer et d'exploiter sur la rive sud un chemin de fer électrique dans les comtés de Lotbinière et Lévis, y compris la ville de Lévis.

MONTAMBAULT, LANGELIER &
VACHON,
Procureurs des Réquérants.

Québec, 5 février 1901.

771-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec pour obtenir un acte amendant l'acte incorporant Jeffery Hale's Hospital, de la cité de Québec, dans les buts suivants, à savoir: Pour pourvoir à l'élection annuelle de deux gouverneurs par les personnes qui contribueront au maintien et soutien de l'hôpital et par celles qui font des dons au fonds de dotation et pour d'autres fins.

CARON, PENTLAND & STUART.
Québec, 31 janvier 1901.

667-3

Avis public est par le présent donné que le Dr James Peter Pidgeon, de Lewiston, Maine, Etats-Unis, gradué à Victoria et à Laval, s'adressera à la prochaine session de la législature de Québec, pour faire passer un bill pour être autorisé à pratiquer la médecine dans cette province, après examen.

MONTAMBAULT, LANGELIER
& VACHON,
Avocats du requérant.

Québec, 21 janvier 1901.

455-4

Notice is hereby given by the undersigned, Jean-Baptiste A. Lanctôt, glove manufacturer, Joseph D. Couture, dealer in small-wares, Louis J. A. Surveyer, merchant, Narcisse Lapointe, grocer, Adolphe Mongeau, jeweller, Wallace Dawson, druggist, Adrien S. Lavallée, shoe merchant, and others, all of the city and district of Montreal, that they will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to pass a bill for the purpose of amending the law revising the charter of the city of Montreal, 62 Victoria, chapter 58, to authorize the council of the city of Montreal to impose a special and additional tax not exceeding ten per cent on the annual value, according to the valuation roll, of any buildings or places in which departmental stores are established and carried on, upon any persons, partnerships or corporations, for each separate and distinct department of business carried on in such departmental stores, with the power for the said council to define and classify the different kinds of commerce and business carried on in the said stores for the purposes of the imposition of the said tax.

J. B. A. LANCTOT,
J. D. COUTURE,
L. J. A. SURVEYER,
NARCISSE LAPOINTE,
A. MONGEAU,
W. DAWSON,
A. S. LAVALLEE.

Montreal, 1st February, 1901.

782

Public notice is hereby given that an application will be made to the Quebec Legislature, at its next sitting, to pass an act to incorporate "The Quebec suburban electric railway," and to confer upon it all the powers and privileges to build and run an electric railway, starting from a point in the city of Quebec, crossing the parishes of Limoilou, Beauport, Charlesbourg, and from there to lake Saint-Charles, crossing the parishes of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, l'Ancienne Lorette, Saint-Félix of Cape Rouge, Sainte-Foye, Notre Dame of Quebec, and the city of Quebec to reach the starting point; with power also to go across the river Saint Lawrence, and to built and run on the south shore an electric railway in the counties of Lotbinière and Lévis, including the town of Lévis.

MONTAMBAULT, LANGELIER &
VACHON,
Attorneys for petitioners.

Quebec, 5th February, 1901.

772

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec for an act amending the act incorporating Jeffery Hale's Hospital, of the city of Quebec, in, among other, the following respects, to wit: To provide for the election annually of two governors by persons who shall contribute to the maintenance and support of the hospital and by those who make gifts to the endowment fund and for other purposes.

CARON, PENTLAND & STUART.
Quebec, 31st January, 1901.

668

Public notice is hereby given that Dr James Peter Pidgeon, of Lewiston, Maine, in the United States, graduated at Victoria and Laval, will ask at the next session of the Quebec Legislature, for the passation of a bill to authorize him to practise medicine in this province, after examination.

MONTAMBAULT, LANGELIER
& VACHON,
Attorneys for petitioner.

Quebec, 21st January, 1901.

456

Avis est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation d'emprunter une somme d'argent n'excédant pas cent mille piastres pour réparer et améliorer l'aqueduc de la dite cité, pour être autorisée à renoncer à une partie de ses actions dans le fonds de la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean; pour être autorisée à exempter de taxes, pendant un certain nombre d'années, les propriétaires de l'ascenseur à grain déjà construit sur la Jetée Louise, quant au dit ascenseur; pour annexer à la dite cité l'étendue de terrain qui se trouve au sud-est du chemin du Cap Rouge, depuis la limite ouest actuelle de la dite cité, jusqu'à la route qui part du dit chemin du Cap Rouge et se rend à l'Anse Wolfe, dans la paroisse de Saint Colomb de Sillery, et s'étendant depuis le dit chemin du Cap Rouge vers le sud-est jusqu'à la cime du Cap, la dite étendue de terrain étant située partie dans la paroisse Notre-Dame de Québec et partie dans la dite paroisse de Saint-Colomb de Sillery; pour faire disparaître certain doute concernant certaines taxes personnelles municipales, et autoriser la passation de règlements pour imposer une taxe personnelle à être payée par les brasseurs ayant leurs brasseries en dehors de la cité, mais ayant des entrepôts dans la dite cité, et pour autres fins.

PELLETIER & CHOUINARD,

Procureur de la cité de Québec.

Québec, 16 janvier 1901.

331-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie sous le nom de "The Gaspé and Western Railway Company", avec tous les pouvoirs nécessaires pour construire et mettre en opération une ligne ou lignes de chemin de fer et de tramway, soit à voie large ou étroite, et utiliser la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir moteur, d'un point près de la station du chemin de fer Intercolonial à Fraserville, dans le comté de Témiscouata, dans la province de Québec, à un point à ou près du Bassin de Gaspé, dans le comté de Gaspé, dans la dite province, et passant à travers les comtés de Témiscouata, Bonaventure et Gaspé; et avec le pouvoir de construire, posséder mettre en opération et maintenir des quais, jetées, débarcadères, élévateurs, entrepôts en rapport avec icelles et aussi d'agir comme gardien d'entrepôt; d'acquérir, posséder et mettre en opération des vaisseaux à vapeur, barges et autres bateaux en rapport avec icelles, et dans le but de naviguer sur les fleuve et golfe du Saint-Laurent, et aussi de posséder et mettre en opération des vaisseaux à vapeur océaniques et avec pouvoir de construire des ponts sur toutes rivières et aucuns cours d'eau nécessaires à l'entreprise; et aussi de se joindre à et de faire des arrangements de trafic avec aucuns et tous les chemins de fer situés dans une distance de trois milles d'aucune partie du dit chemin de fer et d'acheter et mettre en opération aucun chemin de fer ou partie d'icelui; aussi de recevoir d'aucun gouvernement, corporation ou personnes des octrois de terre ou argent et autres garanties en aide de la construction de l'entreprise; et aussi de construire, maintenir et mettre en opération des lignes de télégraphe et de téléphone le long du dit chemin de fer ou tramway; aussi d'acquérir, posséder des mines et les mettre en opération et exercer les droits et privilèges de mines, et d'établir des ateliers de fonte et autres travaux en rapport avec icelles; aussi d'acquérir et employer les pouvoirs d'eau et ériger et mettre en opération des travaux électriques pour l'usage et la transmission du pouvoir électrique et l'opération du dit chemin de fer et pour d'autres fins; de faire les affaires de commerce de bois, de moulin, de transport et d'expédition, ensemble avec tels autres pouvoirs et privilèges nécessaires pour parvenir aux dites fins.

ARCHER & PERRON,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 janvier 1901.

407-5

Notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize it to borrow a sum of money, not exceeding one hundred thousand dollars for the purpose of repairing and improving the water-works of the said city; to authorize it to renounce a portion of its shares in the capital stock of the Quebec and Lake Saint John Railway company; to authorize it to exempt from taxation for a certain number of years the owners of the grain elevator already built on the Louise embankment as regards the said elevator; to annex to the said city the extent of land situate to the south east of the Cap Rouge road, from the present western limits of the said city to the road starting from the said Cap Rouge road and leading to Wolfe's cove in the parish of Saint Colomb de Sillery, and extending from the said Cap Rouge road south easterly to the brow of the hill, the said extent of land being situate partly in the parish of Notre Dame de Quebec, and partly in the said parish of Saint Colomb de Sillery; to remove certain doubts respecting certain personal municipal taxes, and authorized the passing of a by-law to impose a personal tax to be paid by brewers having their breweries outside of the city, but having warehouses in the said city, and for other purposes.

PELLETIER & CHOUINARD,

Attorneys for the city of Quebec.

Quebec, 16th January, 1901.

332

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate a company to be called the Gaspé and Western Railway Company, with all necessary powers to construct and operate a line or lines of railway and tramway of either standard or narrow gauge, and utilizing steam, electricity or other motive power, from a point near the station of the Intercolonial Railway at Fraserville, in the county of Temiscouata, in the province of Quebec, to a point at or near Gaspé Basin in the county of Gaspé in said province and passing through the counties of Temiscouata, Bonaventure and Gaspé; and with power to construct, own, operate and maintain wharves, docks, piers, landing places, elevators and warehouse in connection therewith and also act as warehouseman; and to acquire, own and operate steamers, barges, and other ferries in connection therewith, and for the purpose of navigating the Saint Lawrence river and gulf and also owning and operating ocean going steamers and with power to erect bridges over any rivers and streams necessary for the undertaking; and also to connect with and enter into running arrangements over any and all railway situate within a distance of three miles from any portion of said railway and to purchase and operate any railway or any portion thereof; also to receive from any government, corporations or persons grants of land or money and other assets in aid of the construction of the undertaking; and also to construct, maintain and operate telegraph and telephone lines along the route of said railway or tramway; also to acquire, own and operate mines and exercise mining rights and privileges, and to establish smelting and other works in connection therewith; and also to acquire and use water powers and erect and operate electrical works for use and transmission of electrical power and the operation of the said railway and for other purposes; and to carry on lumbering, milling, transportation and forwarding business, together with such other powers and privileges as may be necessary for the attainment of the above objects.

ARCHER & PERRON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 10th January, 1901.

408

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Cyprien Georges Tremblay, marchand, Joseph Douillard, cultivateur, Honoré Courtemanche, cultivateur, Cléophas Langlois, cultivateur, Honoré Langlois, cultivateur, Arthur Simard, cultivateur, Henry Leblanc, cultivateur, David Dupuis, cultivateur, Pierre Ménard, cultivateur, Moïse Leblanc, cultivateur et U. Palardy, cultivateur, tous du canton de Hatley, pour la passation d'une loi afin de constituer en une corporation et municipalité rurale sous le nom de "Sainte-Catherine de Hatley", le territoire suivant situé dans le canton de Hatley, dans le district de Saint-François, à savoir : Tous les lots du 10^e et du 9^e rangs, tous les lots du 8^e rang, moins les lots 1, 2 et 3 du dit rang, tous les lots du 7^e rang, moins les lots 1, 2, 3, 4 et 5 du dit rang, tous les lots du 6^e rang, moins les lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du dit rang, tous les lots du 5^e rang, moins les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du dit rang, les lots 22, 23, 24, 25, 26 et 27 du 4^e rang, et les lots 23, 24, 25, 26 et 27 du 3^e rang, afin de donner à la dite corporation tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires comme corporation municipale. Elle sera soumise à la loi concernant les corporations rurales, excepté quant à la tenue de la première élection municipale pour la constitution du conseil et pour les rôles d'évaluation, de cotisation, règlements, procès-verbaux et autres choses de moindre importance.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 30 janvier 1901.

659-3

Avis est donné par Eulodie Virginie Paradis, en religion sœur Marie Léonie ; Nathalie Léger, en religion sœur Marie de l'Assomption ; Adéline Comeau, en religion sœur Marie de Saint-Charles ; Vitaline Lacroix, en religion sœur Louis de Gonzague ; Rose de Lima Patenaude, en religion sœur Marie du Perpétuel Secours, toutes résidant dans la cité de Sherbrooke, qu'elles s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'être constituées en corporation, elles et toutes celles qui font et feront partie de la communauté, sous le nom de "Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille", pour faire le service de ménage, de cuisine, prendre soin du service intérieur des séminaires et de toutes les maisons dont le but plus ou moins immédiat est la formation des prêtres ; se livrer à telles occupations qui sont de nature à l'aider à se maintenir, notamment recevoir des pensionnaires laïques ou ecclésiastiques qui désireraient se retirer dans ces maisons ; exercer des industries et écouler leurs produits ; établir des buanderies, pratiquer tout ouvrage à l'aiguille et au métier ; pourvu qu'elle se conforme en cela aux lois de la province et à la direction de l'autorité ecclésiastique ; acquérir et posséder des biens meubles et immeubles suivant les règles de la communauté.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des pétitionnaires.

Sherbrooke, 23 janvier 1901.

529-4

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'application sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour un acte incorporant "L'Agence Canadienne", avec le pouvoir de vendre et de transiger sur les valeurs canadiennes et provinciales, sur celles des corporations et compagnies, et de leur faire des avances sur icelles, et aussi d'aider par de telles avances et autrement, les travaux publics et entreprises et le développement des affaires de toutes sortes entre la province de Québec et les ports de l'Empire.

MONTAMBAULT, LANGELIER &

VACHON,

Procureurs des requérants.

Québec, 26 janvier 1901.

581-3

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Cyprien Georges Tremblay, merchant, Joseph Douillard, farmer, Honoré Courtemanche, farmer, Cléophas Langlois, farmer, Honoré Langlois, farmer, Arthur Simard, farmer, Henry Leblanc, farmer, David Dupuis, farmer, Pierre Ménard, farmer, Moïse Leblanc, farmer, and U. Palardy, farmer, all of the township of Hatley, for an act to erect into a corporation and rural municipality by the name "Sainte Catherine of Hatley", the following territory situate in the township of Hatley, in the district of Saint Francis, to wit : All the lots of the 10th and 9th ranges, all the lots of the 8th range, less the lots 1, 2 and 3 of the said range, all the lots of the 7th range, less lots 1, 2, 3, 4 and 5 of the said range, lots of the 6th range, less the lots 1, 2, 3, 4, 5 and 6 of the said range, all the lots of the 5th range, less the lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the said range, the lots 22, 23, 24, 25, 26 and 27 of the 4th range, and lots 23, 24, 25, 26 and 27 of the 3rd range, for the purpose of giving to the said corporation all the powers necessary for its existence and for the administration of its affairs as a municipal corporation. It will be subject to the law concerning rural corporations, except as to the holding of the first municipal election for the constitution of the council, and for the valuation roll, taxes, by-law, minutes and other matters of less importance.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for petitioners.

Sherbrooke, 30th January, 1901.

660

Notice is hereby given by Eulodie Virginie Paradis, in religion sister Marie Léonie ; Nathalie Léger, in religion sister Marie de l'Assomption ; Adéline Comeau, in religion sister Marie de Saint-Charles ; Vitaline Lacroix, in religion sister Louis de Gonzague ; Rose de Lima Patenaude, in religion sister Marie du Perpétuel Secours, all residing in the city of Sherbrooke, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them and all others who now or shall hereafter form part of the community under the name of "Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille", to do household work, cook, take charge of the inside service of seminaries and of all institutions the more or less immediate object whereof is the training of priests ; to engage in such occupations as may enable them to support themselves and in particular to receive lay or ecclesiastical boarders who may wish to live in such houses ; to carry on industries and dispose of the products thereof ; to do all sewing or weaving work ; provided they comply in this respect with the laws of the province and the direction of the ecclesiastical authorities ; to acquire and hold movable and immovable property, in accordance with the rules of the community.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for petitioners.

Sherbrooke, 23rd January, 1901.

530

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Canadian Agency", with power to sell and deal in the securities of Canadian and provincial governments, corporations and companies, and to make advances thereon and also to assist by advances and otherwise, public works and enterprises and the development of businesses of all kinds between the province of Quebec and the ports of the Empire.

MONTAMBAULT, LANGELIER &

VACHON,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 26th January, 1901.

582

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Allard, cultivateur, François Croteau, cultivateur, William S. Goddard, cultivateur, William Price, cultivateur, et Alex. Bell, cultivateur, du canton d'Ascot; Aimé Proulx, cultivateur et Edmund Hall, cultivateur, du canton de Stoke; Joseph Hébert, cultivateur, Eugène Stacey, cultivateur, J. H. Bell, cultivateur et Moses A. Heath, cultivateur, du canton de Westbury, et Edmond Olivier, cultivateur, Oliva Lemay, cultivateur et Dominique Dubreuil, cultivateur, du canton d'Eaton, pour la passation d'un acte constituant en corporation et municipalité rurale sous le nom de "Saint-Stanislas de Kostka", le territoire suivant situé partie dans les comtés de Sherbrooke, Compton et Richmond, comprenant une superficie d'environ six milles et sept dixièmes de front sur environ cinq milles de profondeur, borné comme suit, savoir: à l'ouest et au nord par la ligne séparant le lot numéro vingt du lot numéro vingt-un, dans les rangs trois, quatre, cinq, six, sept et huit, inclusivement, du canton de Stoke; à l'est par la ligne séparant le lot numéro cinq du lot numéro six, dans les rangs deux et un, inclusivement, du canton de Westbury; par la ligne séparant le lot numéro vingt-un du lot numéro vingt-deux, dans les rangs onze, dix et neuf, inclusivement; par la ligne séparant le lot numéro vingt-quatre du lot numéro vingt-cinq, dans les rangs huit et sept, inclusivement, dans le canton de Eaton; au sud par la ligne séparant le lot numéro vingt et un du lot numéro vingt-deux, dans les rangs un et deux, et la ligne séparant les lots dix-huit et dix-neuf du rang trois, inclusivement, du canton d'Ascot; les dites bornes et la dite municipalité incluent les lots suivants: dans le canton de Stoke, le lot 21 dans le 3ième rang, les lots 21, 22, 23, 24 et 25 du 4ième rang, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 des rangs 5, 6, 7 et 8; dans le canton de Westbury, les lots 3, 4 et 5 du 2ième rang, et 1, 2, 3, 4 et 5 du 1er rang; dans le canton d'Eaton, les lots 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 des rangs 11, 10 et 9, les lots 25, 26, 27 et 28 des rangs 8 et 7; dans le canton d'Ascot, les lots 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 des rangs 1 et 2; 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 du rang 3, pour donner à la dite corporation tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires comme corporation municipale. Elle sera soumise à la loi concernant les corporations rurales quant à la tenue de la première élection municipale pour la constitution du conseil et pour les rôles d'évaluation et de répartition, les règlements, *procès-verbaux* et autres choses de moindre importance.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 28 janvier 1901.

253-3

Avis public est par les présentes donné que Robert Stuart, marchand, Donald McMillan, cultivateur, Finlay Wark, propriétaire de moulin, John W. Mooney, cultivateur, James A. Wallace, cultivateur, tous de Inverness, François Xavier Fréchette, cultivateur, de Wolfestown, Jean Siméon Larochelle, marchand, de Bernierville, et l'honorable N. C. Cormier, marchand, de Plessisville, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les incorporant, et autres personnes qui pourront s'associer à eux, sous le nom de "Le Chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière", pour la construction, l'équipement et la mise en opération d'une ligne de chemin de fer depuis l'endroit appelé Lime Ridge, dans le comté de Wolfe, au site du pont projeté sur le Saint-Laurent, à Québec, à travers les comtés de Wolfe, Mégantic, Lotbinière et Lévis, par la vallée de la rivière Thames, avec pouvoir d'entrer dans la ville de Québec, et pour autres fins.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Procureurs des requérants.

689-3

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Joseph Allard, farmer, François Croteau, farmer, William G. Goddard, farmer, William Price, farmer, and Alex. Bell, farmer, of the township of Ascot; Aimé Proulx, farmer, and Edmund Hall, farmer, of the township of Stoke; Joseph Hébert, farmer, Eugene Stacey, farmer, J. H. Bell, farmer, and Moses A. Heath, farmer, of the township of Westbury, and Edmond Olivier, farmer, Oliva Lemay, farmer, and Dominique Dubreuil, farmer, of the township of Eaton, for the passing of an act to erect into a corporation and rural municipality under the name of "Saint Stanislas de Kostka," the following territory situate partly in the counties of Sherbrooke, Compton and Richmond, comprising an area of about six mile and seven tenths in front by about five miles in depth, bounded as follows, to wit: on the west and north by the line dividing the lot number twenty from lot number twenty-one, in ranges three, four, five, six, seven and eight, inclusively, of the township of Stoke; on the east by the line dividing lot number five from lot number six, in ranges two and one, inclusively, of the township of Westbury; by the line dividing lot number twenty-one from lot number twenty-two, in ranges eleven, ten and nine, inclusively; by the line dividing lot number twenty-four from lot number twenty-five, in ranges eight and seven, inclusively, in the township of Eaton; on the south by the line dividing lot number twenty-one from lot number twenty-two, in ranges one and two, and the line between lots eighteen and nineteen of range three, inclusively, of the township of Ascot; the said boundaries and the said municipality included the following lots: in the township of Stoke, lot 21 in the third range, lots 21, 22, 23, 24 and 25, of the 4th range, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, of the ranges 5, 6, 7 and 8; in the township of Westbury, lots 3, 4 and 5, of the 2nd range, and 1, 2, 3, 4 and 5, of the 1st range; in the township of Eaton, lots 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, of the ranges 11, 10 and 9; lots 25, 26, 27 and 28, of the ranges 8 and 7; in the township of Ascot, lots 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, of the ranges 1 and 2; 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, of the range 3, to give the said corporation all the powers necessary for its existence and the administration of its affairs as a municipal corporation. It shall be subject to the law governing rural corporation except as regards the holding of the first municipal elections for the constitution of the council and for the valuation and assessment rolls, the by-laws, *procès-verbaux* and other matters of minor importance.

PANNETON & LEBLANC,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 28th January, 1901.

254

Notice is hereby given by Robert Stuart, merchant, Donald McMillan, farmer, Finlay Wark, mill owner, John W. Mooney, farmer, James A. Wallace, farmer, all of Inverness, François Xavier Fréchette, farmer, of Wolfestown, Jean Siméon Larochelle, merchant, of Bernierville, and Honorable N. C. Cormier, merchant, of Plessisville, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them and others who may join them, under the name of "The Wolfe, Mégantic and Lotbinière Railway Company," for the construction, equipment and operation of a railway from Lime Ridge, in the county of Wolfe, to the site of the proposed Quebec bridge on the Saint Lawrence, through the counties of Wolfe, Mégantic, Lotbinière and Lévis, by way of the valley of the Thames River, with power to enter the city of Quebec, and for other purposes.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Solicitors for applicants.

690

AVIS.

Avis est par le présent donné que Aimé Levasseur, cultivateur, de la paroisse de Saint-Maurice; Clovis DeGuise, manufacturier, et Ernest DeGuise, marchand, de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, comté de Champlain, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte aux fins d'être constitués en corporation, eux et tous ceux qui font et feront partie de la dite compagnie, sous le nom de "La Compagnie du Pont de Grand'Mère", pour construire et exploiter un pont de péage, sur la rivière Saint-Maurice, à l'endroit appelé "Grand'Mère", entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac, dans le comté de Champlain, avec un privilège exclusif pour 99 ans; de percevoir des taxes de péage pour droit de traverser sur la dite rivière, tant sur le dit pont que sur une étendue de deux milles, du côté sud, et deux milles du côté nord du dit pont. Avis est aussi donné que la hauteur des arches du dit pont sera d'au moins vingt pieds au dessus du niveau de l'eau basse, et que l'espace entre les piliers de ces arches, pour le passage des radeaux et bateaux, sera de cinquante à cent cinquante pieds; il n'y aura pas de pont tournant. Ce pont pourra être construit en bois ou en fer.

Les taux de péage seront comme suit :

Pour chaque voiture tirée par un cheval....	\$0.25
Pour un seul passage.....	0.15
Aller et retour le même jour.....	0.25
Pour pas plus de quatre personnes, et cinq centins pour chaque personne additionnelle.	
Pour chaque voiture tirée par deux chevaux ou deux bœufs, aller et retour.....	0.40
Et pour un seul passage.....	0.25
Pour chaque cheval ou bœuf additionnel....	0.10
Pour chaque cheval ou bête portant un cavalier, un seul passage.....	0.10
Pour chaque cheval, mulet, vache ou tête de gros bétail, un seul passage.....	0.10
Pour chaque mouton, veau, cochon, un seul passage.....	0.05
Pour chaque piéton, un seul passage.....	0.05
Pour chaque bicyclette, un seul passage.....	0.05
Pour chaque voiture tirée par un cheval, pesant allouée, 2,000 livres, et dix centins pour chaque mille livres additionnel ou fraction.	
Chaque voiture tirée par deux chevaux ou bœufs, pesant allouée, 4,000 livres, et dix centins pour chaque mille livres additionnel ou fraction.	

J. A. TESSIER,
Solliciteur des requérants.

Grand'Mère, 5 janvier 1901. 106-5

Avis est donné par Louis H. Hénault, rentier, de Sainte-Cunégonde, Urcal H. Dandurand, agent d'immobiliers, de Verdun, Orille Louis Hénault, commerçant, I. Louis Lafleur, marchand, George Tate, commis, James O. Richardson, caissier, Charles W. Jenkin, commis, John Simpson, maître charretier, William R. Kennedy, contre-maître, James G. Ogilvie, commis, Charles Cushing, notaire, Geo. McMillan, électricien, James E. Townsend, commis, Robert Lyall, contre-maître, Frank E. Stack, commis, Henry Call, tourneur, Thomas Cunningham, tailleur, John Story, machiniste, John Orton, commis, tous de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, aux fins d'être constitués en corporation à fonds social, eux et tous ceux qui feront partie de la corporation, sous le nom de "The Point Saint-Charles Amateur Athletic Association", pour établir une association de gymnastes et dans le but d'encourager la pratique des exercices athlétiques, d'acquiescer et de posséder des immeubles nécessaires à ces fins et pour d'autres objets.

E. LUSSIER,
Procureur des pétitionnaires.

Montréal, 20 janvier 1901. 709-2

NOTICE.

Notice is hereby given that Aimé Levasseur, farmer, of the parish of Saint Maurice; Clovis De Guise, manufacturer, and Ernest DeGuise, merchant, of Sainte Geneviève de Batiscan, county of Champlain, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its coming session, to obtain a charter to incorporate them and such other persons as do now or shall hereafter form part of the said company, under the name of the "G and Mère Bridge Company", to build and own a toll-bridge over the river Saint Maurice, at the place called Grand'Mère, between the village of Grand'Mère and the parish of Saint Théophile du Lac, in the county of Champlain, with an exclusive privilege of 99 years; to collect tolls for crossing the said river, both on the bridge and over an extent of two miles, on the south side, and two miles on the north side of the said bridge. Notice is likewise given that the height of the arches of the said bridge will be at least twenty feet above low water level, and that the space between the piers of the said arches, for the passage of rafts and boats, will be from fifty to one hundred and fifty feet; there will be no draw-bridge. This bridge may be built of wood or iron.

The tolls shall be as follows :

For every vehicle drawn by one horse.....	\$ 0.25
For a single crossing.....	0.15
Going and coming on the same day.....	0.25
For more than four persons and five cents for each additional person.	
For every vehicle drawn by a pair of horses or oxen, going and coming.....	0.40
And for a single crossing.....	0.25
For every additional horse or ox.....	0.10
For every horse or animal with its rider, for a single crossing.....	0.10
For every horse, mule, cow or head of horned cattle, for a single crossing.....	0.10
For every sheep, calf, pig, for a single crossing.....	0.05
For every foot passenger, for a single crossing.....	0.05
For every bicycle, for a single crossing.....	0.05
For every vehicle drawn by one horse, the weight allowed, is 2,000 pounds, and ten cents will be charged for every additional thousand pounds or fractions thereof.	
For every vehicle drawn by a pair of horses or oxen, the weight allowed is 4,000 pounds, and ten cents will be charged for every additional thousand pounds or fraction thereof.	

J. A. TESSIER,
Solicitor for applicants.

Grand'Mère, 5th January, 1901. 106

Notice is hereby given that Louis H. Hénault, annuitant, of Sainte Cunégonde, Urcal H. Dandurand, real estate agent, of Verdun, Orille Louis Hénault, trader, I. Louis Lafleur, merchant, George Tate, clerk, James O. Richardson, cashier, Charles W. Jenkin, clerk, John Simpson, master carter, William R. Kennedy, foreman, James G. Ogilvie, clerk, Charles Cushing, notary public, Geo. McMillan, electrician, James E. Townsend, clerk, Robert Lyall, foreman, Frank E. Stack, clerk, Henry Call, roll turner, Thomas Cunningham, tailor, John Story, machinist, John Orton, clerk, of the city of Montreal, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of being incorporated as a joint stock company, together with all those who shall form part of the corporation, under the name of "The Point Saint Charles Amateur Athletic Association," for the purpose of forming an association of gymnast and of encouraging athletic exercises, of acquiring and holding the immovables necessary for those purposes and for other purposes.

E. LUSSIER,
Solicitor for petitioners.

Montreal, 30th January, 1901. 710

Avis public est par le présent donné que Joseph David Edouard Barras, de la ville de Lévis, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi l'autorisant à exercer la profession de chirurgien dentiste, en cette province, après l'examen final annuel.

MONTAMBAULT, LANGELIER
& VACHON,

Avocats du requérant.

Québec, 2 février 1901.

725-2

Public notice is hereby given that Joseph David Edouard Barras, of the town of Lévis, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have a bill pass to authorize him to exercise in this province, the profession of surgeon-dentist, after annual final examination.

MONTAMBAULT, LANGELIER
& VACHON,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 2nd February, 1901.

726

Avis Divers

AVIS.

DÉPENSES LÉGALES D'ÉLECTION.

Les dépenses légales de la Division Saint-Laurent No 4, de Montréal, pour James Cochrane, membre, ont été de \$16 46
Certifié par Joseph Gauthier, agent, et délivré à John P. Dixon, officier rapporteur. 803

DISTRICT ELECTORAL DE RICHMOND.

Sommaire de l'état des dépenses d'élection de P. S. G. MacKenzie, candidat pour le dit district électoral, à l'élection du septième jour de décembre 1900, déposé par le soussigné L. Joubert, agent spécial du dit candidat, fait en vertu des dispositions de l'article 303 de la loi électorale de 1895.

Impressions (E. & O. E.)..... \$179 60
Salle de comité, postage, messages, etc. 113 78
Dépenses personnelles..... 30 95

\$323 43

Daté à Richmond, ce 12^e jour de février 1901.

(Signé) L. JOUBERT,

Agent spécial de P. S. G. MacKenzie.

Avis est par le présent donné par le soussigné, officier-rapporteur pour le district électoral de Richmond, que ces états sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

JNO. EWING,

Officier-rapporteur pour le dit district électoral de Richmond.

Richmond, 12 février 1901.

823

DISTRICT ELECTORAL DE SOULANGES.

LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC 1895, ET SES AMENDEMENTS.

Etat des dépenses du candidat, A. G. Bourbonnais, à l'élection du 7 décembre 1900.

Dépenses personnelles..... \$35 00
Messages téléphoniques et télégraphiques..... 8 86
Voitures et messagers..... 18 50
Loyer de salles..... 5 00

\$67 36

Côteau Landing, 9 février 1901.

(Signé) GEO. R. VERNIER,

Agent spécial.

A. G. BOURBONNAIS,

Candidat.

Pour vrai extrait.

Les états ci-dessus sont ouverts et soumis à l'inspection sous paiement de vingt centins.

825

JOS. STEVENS,
Officier rapporteur.

Miscellaneous Notices

NOTICE.

ELECTION LEGAL EXPENSES.

The legal expenses of Saint Lawrence Division, Montreal, No. 4, for James Cochrane, member, was \$16 46
Certified by Joseph Gauthier, agent, and delivered to John P. Dixon, returning officer. 804

ELECTORAL DISTRICT OF RICHMOND.

Summarized statement of election expenses of P. S. G. MacKenzie, candidate for the said electoral district at the election of the seventh day of December, 1900, filed by the undersigned L. Joubert, special agent of said candidate, made under the provisions of article 303 of Quebec Election Act of 1895.

Printing (E. & O. E.)..... \$179 60
Committee rooms, postage, messages, &c. 113 78
Personal expenses..... 30 95

\$323 43

Dated at Richmond, this 12th day of February, 1901.

(Signed) L. JOUBERT,

Special agent of P. S. G. MacKenzie.

Notice is hereby given by the undersigned, returning officer of the electoral district of Richmond, that these statements are open and ready for inspection on payment of the fee of twenty cents.

JNO. EWING,

Returning officer for the said electoral district of Richmond.

Richmond, 12th February, 1901.

824

ELECTORAL DISTRICT OF SOULANGES.

QUEBEC ELECTION ACT, 1895, AND ITS AMENDMENTS.

Statement of expenses of the candidate, A. G. Bourbonnais, at the election of the 7th December, 1900.

Personal expenses..... \$35 00
Telephone and telegraphic messages..... 8 86
Vehicles and messengers..... 18 50
Rent of rooms..... 5 00

\$67 36

Côteau Landing, 9th February, 1901.

(Signed) GEO. R. VERNIER,

Special agent.

A. G. BOURBONNAIS,

Candidate.

True extract.

The above statements are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

826

JOS. STEVENS,
Returning officer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

DISTRICT ELECTORAL DE QUÉBEC OUEST.

Election du 30 novembre 1900.

Etat des dépenses du candidat, John Gabriel Hearn, écuyer.

Pour impression, postage, etc.... \$34 25
(Signé) WILLIAM POWER,

Agent.

Assermenté devant moi, à Québec, le 24 décembre 1900.

(Signé) ED. REMILLARD.

Officier-rapporteur.

Les comptes faits en détail sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

ED. REMILLARD,

Officier-rapporteur.

Québec, février 1901.

809

ERECTION CIVILE d'une partie du territoire des paroisses de Notre-Dame-de-Grâce, comté d'Hochelaga, de Sainte-Elisabeth-de-Montréal, de Sainte-Henri-de-Montréal et de Notre-Dame-de-Montréal.

Attendu que par l'article No 3391 des statuts refondus de la province de Québec, il est statué que chaque paroisse érigée ou qui le sera à l'avenir pour des fins religieuses par l'autorité ecclésiastique dans les limites des paroisses de l'ancien territoire de Notre-Dame-de-Montréal, déjà démembrées et reconnues civilement, est et sera une paroisse catholique à dater de l'insertion dans la *Gazette Officielle de Québec*, d'un avis de l'émission du décret canonique qui l'a érigée ou qui l'érigera, et cela aussi amplement que si telle paroisse eût été reconnue et ratifiée pour les fins civiles en vertu du présent chapitre 50 Vict., ch. 24, s. 1, (art. 3391 des dits statuts refondus de la province de Québec).

Nous, soussignés, Paul Bruchési, archevêque de Montréal, donnons avis que par un décret, en date du deux février mil neuf cent un, Nous avons érigé en paroisse séparée et distincte, sous le vocable de Saint-Léon I, toute la partie ci-après désignée des paroisses de Notre-Dame-de-Grâce, comté d'Hochelaga, de Sainte-Elisabeth-de-Montréal, de Saint-Henri-de-Montréal et de Notre-Dame-de-Montréal, bornée comme suit : au sud, sud-est, par la voie ferrée du "Canadien Pacifique"; au nord, nord-est par les limites de la ville de Montréal; au nord, nord-ouest par les limites de la ville de Westmount, c'est-à-dire par le village de la Côte-des-Neiges; à l'ouest par le côté ouest de l'avenue Claremont.

Ce décret a été dûment publié au prône de la messe paroissiale des dites paroisses ci-haut mentionnées, les dimanches, trois et dix février mil neuf cent un, et une copie en a été inscrite aux registres des dites paroisses avec certificat de sa publication.

Et Nous donnons avis de l'émission du dit décret canonique, afin que la dite partie détachée des paroisses de Notre-Dame-de-Grâce, comté d'Hochelaga, de Sainte-Elisabeth de Montréal, de Saint-Henri de Montréal et de Notre-Dame de Montréal, et érigée en paroisse distincte sous le vocable de Saint-Léon I, soit une paroisse catholique, à dater de l'insertion de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, avec les mêmes effets que si cette érection de paroisse eût été reconnue pour les fins civiles, en vertu de l'article No. 3391 des statuts refondus de la province de Québec, avec les limites ci-dessus indiquées, et sujette aux dispositions exprimées dans le dit décret canonique.

† PAUL ARCH. DE MONTRÉAL.

Archevêché de Montréal,
Montréal, 12 février 1901.

819

PROVINCE OF QUEBEC.

ELECTORAL DISTRICT OF QUEBEC WEST.

Election of the 30th November, 1900.

Statement of expenses of the candidate, John Gabriel Hearn, esquire.

For printing, postage, &c..... \$34 25
(Signed) WILLIAM POWER,

Agent.

Sworn before me, at Quebec, this 24th December, 1900.

(Signed) ED. REMILLARD.

Returning officer.

The accounts made in detail are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

ED. REMILLARD,

Returning officer.

Quebec, February, 1901.

810

CIVIL ERECTION of a part of the territory of the parishes of Notre Dame de Grâce, county of Hochelaga, of Saint-Elizabeth de Montreal, of Saint-Henry de Montreal, and of Notre Dame de Montreal.

Whereas by article 3391 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that every parish erected or which may hereafter be erected, for religious purposes by ecclesiastical authorities, within the limits of the parishes of the old territory of Notre Dame de Montreal, already dismembered and civilly recognized, is and shall be a roman catholic parish, from and after the insertion in the *Quebec Official Gazette*, of a notice of the issue of the canonical decree which erected or shall erect the same, and that as fully as if such parish had been recognized and ratified for civil purposes in virtue of the present chapter 50 Vict., ch. 24, s. 1, (article 3391 of the said revised statutes of the province of Quebec).

We, the undersigned, Paul Bruchési, archbishop of Montreal, give notice that by a decree, dated the second of February, one thousand nine hundred and one, We have erected into a separate and distinct parish, under the title of Saint Leo I, all that part hereinafter described of the parishes of Notre Dame de Grace, county of Hochelaga, of Saint Elizabeth de Montreal, of Saint Henry de Montreal, and of Notre Dame de Montreal, bounded as follows : on the south, south east by the railway track of the "Canadian Pacific"; on the north, north east by the limits of the city of Montreal; on the north, north west by the limits of the city of Westmount; namely by the village of La Cote des Neiges; on the west by the west side of Claremont avenue.

This decree has been duly published at the prône of the parochial mass of the said parishes herein above mentioned, on the sundays, of the third and tenth of February, one thousand nine hundred and one, and a copy of it has been inscribed in the registers of the said parishes with a certificate of its publication.

And We give notice of the issue of the said canonical decree, to the end that the said part detached from the parishes of Notre Dame de Grace, county of Hochelaga, of Saint Elizabeth de Montreal, of Saint Henry de Montreal, and of Notre Dame de Montreal, and erected into a distinct parish under the title of Saint Leo I, may be a catholic parish dating from the insertion of this notice in the *Quebec Official Gazette*, with the same effects as if this erection of parish had been recognized for civil purposes, in virtue of article 3391 of the revised statutes of the province of Quebec, with the limits herein above indicated, and subjects to the dispositions set forth in the said canonical decree.

† PAUL ARCHB. OF MONTREAL.

Archbishop's Palace, Montreal,
Montreal, 12th February, 1901.

820

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en vertu des dispositions de la "Loi des Compagnies minières de Québec," 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les acquérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Texas Gold Mining Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de louer ou acquérir par achat, échange ou autrement posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droit de mines, minerais, droits de préemption ou tout intérêt en ceux, les mettre en opération ou les faire exploiter, les louer et avoir et exercer tous les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés dans la Loi des Compagnies Minières de Québec, et conférés par icelle.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Le montant proposé du fonds social sera de \$500,000.00.

Le montant d'actions sera de 500,000, et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00) chacune.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Crompton, propriétaire de mine, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique ; William Mann, gentleman ; Eugène W. Villeneuve, agent ; Charles A. Barnard, écrivain, avocat, et Edouard A. Barnard, comptable, tous quatre des cité et district de Montréal.

Les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie seront les dits William Mann, Eugène W. Villeneuve et Charles A. Barnard, tous résidant au Canada et sujets de Sa Majesté.

SICOTTE & BARNARD,
Procureurs des requérants.

Montréal, 13 février 1901. 847

Canada,)
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, devant être créée en corps politique et incorporé en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social.

1° Le nom collectif proposé sera "The Canadian Chrome Iron Company, Limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est dans le but de miner et concentrer le fer chromé et autres minerais, et toutes transactions nécessitées par les dites affaires.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000).

5° Le dit fonds social sera divisé en mille actions de cinquante piastres chacune.

6° Les noms des requérants sont : Hugh Leonard et Alphonse Labrecque, de D'Israeli, dans le canton de Garthby, dans le district de Saint-François, mineurs et commerçants ; James Leonard, du canton de Winslow, dans le district de Saint-François, commerçant ; George E. Drummond et James T. McCall, des cité et district de Montréal, marchands de fer, d'acier et de métaux.

7° Les premiers directeurs de la dite compagnie seront Hugh Leonard et Alphonse Labrecque, de D'Israeli, dans le canton de Garthby, dans le district de Saint-François, mineurs et commerçants ; James Leonard, du canton de Winslow, dans le district de Saint-François, commerçant ; George E. Drummond et James T. McCall, des cité et district

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies Act, 63 Victoria, chapter 33, for letters patent, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name of "The Texas Gold Mining Company."

The purposes for which incorporation is sought are : to lease or acquire by purchase, exchange or otherwise possess and alienate mines, mining lands, mining rights, minerals, preemption rights, or any interest therein, to work same or cause same to be worked, to rent same, and to have and exercise all the powers, rights and privileges enumerated and conferred in and by the Quebec Mining Companies Act.

The chief place of business of the company is to be in the city and district of Montreal.

The intended amount of the capital stock is \$500,000.00.

The number of shares is to be 500,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar (\$1.00) each.

The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Crompton, mine owner, of the city of New York, in the state of New York, one of the United States of America ; William Mann, gentleman ; Eugene W. Villeneuve, agent ; Charles A. Barnard, esq., advocate, and Edward A. Barnard, accountant, all four of the city and district of Montreal.

The first or provisional directors of the company are to be the said William Mann, Eugene W. Villeneuve and Charles A. Barnard, all residing in Canada and subjects of His Majesty.

SICOTTE & BARNARD,
Attorneys for applicants.

Montreal, 13th February, 1901. 848

Canada,)
Province of Quebec. }

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent constituting them and all others who may hereafter become shareholders of the company thus created a body politic and corporate, and incorporated under the provisions of the Joint Stock Company Incorporation Act.

1. The proposed corporate name is to be "The Canadian Chrome Iron Company, Limited."

2. The object for which the incorporation is sought, is for the purpose of mining and concentrating chrome iron ore and other ores, and all transactions necessitated by said business.

3. The chief place of business of said company will be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

4. The capital stock of said company will be fifty thousand dollars (\$50,000.)

5. The said capital shall be divided into one thousand shares of fifty dollars each.

6. The names of petitioners are : Hugh Leonard and Alphonse Labrecque, of D'Israeli, in the township of Garthby, in the district of Saint Francis, miners and traders ; James Leonard, of the township of Winslow, in the district of Saint Francis, trader ; George E. Drummond and James T. McCall, of the city and district of Montreal, iron, steel and metal merchants.

7. The first directors of said company will be Hugh Leonard and Alphonse Labrecque, of D'Israeli, in the township of Garthby, in the district of Saint Francis, miners and traders ; James Leonard, of the township of Winslow, in the district of Saint Francis, trader ; George E. Drummond and James T. McCall, of the city and district of Montreal, iron,

de Montréal, marchands de fer, d'acier et de métaux, lesquels sont tous sujets anglais.

811

JOHN LEONARD,
Procureur des requérants.

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, sous un mois de la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la dite compagnie sera : "La Compagnie de tourbe combustible du Canada (limitée)";

2° Le but de la dite compagnie est d'acheter ou autrement acquérir et de vendre, céder ou louer une ou des patentes ou brevet d'invention pour la tourbe combustible ; d'acheter ou autrement acquérir une ou des tourbières ou marais à tourbe et autres terrains et de les vendre ou céder à bail ; d'acheter ou autrement acquérir, ou de bâtir, ériger et opérer des chemins et des chemins à lisse, de fer ou de bois mus par l'électricité ou autre pouvoir, et de les vendre ou autrement céder ; d'acheter ou autrement acquérir, de bâtir, ériger et opérer un ou des moulins et autres machineries pour manufacturer la tourbe en combustible et de la vendre ou céder à bail ; d'acheter ou autrement acquérir et de bâtir, ériger et opérer des bâtiments, maisons, magasins, hôtels et de les vendre ou céder à bail ; d'acheter et vendre des provisions et marchandises et autres fins générales.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la ville de Fraserville, district de Kamouraska, province de Québec.

4° Le capital de la dite compagnie sera de \$100,000.00.

5° Ce capital sera divisé en mille parts ou actions de cent piastres chacune.

6° Les noms, adresse et qualité des requérants sont les suivants, savoir : Jean Delphis Oligny, industriel et mécanicien, de la ville de Saint-Henri, Montréal ; Philippe Horace Anselme Caron, agent d'assurance, (Petit Métis), dans le comté de Matane ; Joseph Pierre Michaud, agent et inspecteur d'assurance, de la ville de Fraserville, dans le comté de Témiscouata ; Pierre Aurel Parent, gentilhomme, de la paroisse de Saint-Ulric, comté de Matane ; Joseph Elisée Laforest, ferblantier, de la ville de Fraserville, comté de Témiscouata.

7° Les dits Jean Delphis Oligny, Philippe Horace Anselme Caron, Joseph Pierre Michaud, Pierre Aurel Parent seront les directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous résident au Canada et sont sujets de Sa Majesté.

S. C. RIOU,

Procureur des requérants.

Fraserville, 5 février 1901.

707-2

Canada, }
Province de Québec. }

Avis public est donné par les présentes, que, pas plus d'un mois après la publication du présent avis, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir par lettres patentes émises sous le grand Sceau, une charte d'incorporation en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The Montmagny Light and Pulp Company."

steel and metal merchants, and all of whom are british subjects.

812

JOHN LEONARD,
Attorney for petitioners.

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies Act, incorporating", the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Peat Fuel Coy of Canada (limited) ;

2. The purposes within the provision of the act for which incorporation is sought are to buy or otherwise acquire and to sell or let out patents for peat fuel ; to buy, acquire or let peat pits, peat bogs, grounds and sell them ; to buy, let or otherwise acquire, or to build, equip and operate roads and railroads moved by electricity or other power and to sell them ; to buy, let or acquire, build, erect and operate mills for the manufacturing of combustible of turf and to sell or let them out ; to buy, let or acquire and build and erect and operate buildings and stores, hotels and to sell or let them out ; to buy and sell provisions and goods and other general purposes.

3. The head office of said company will be in the town of Fraserville, in the district of Kamouraska, province of Québec.

4. The amount of capital stock of the said company is \$100 000.00.

5. The number of shares is to be one thousand of the par value of hundred dollars, each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Jean Delphis Oligny, industrial and mechanician, of the town of Saint Henri, Montreal ; Philippe Horace Anselme Caron, insurance agent, of Petit Métis, county of Matane ; Joseph Pierre Michaud, agent and insurance inspector, of the town of Fraserville, in the county of Témiscouata ; Pierre Aurel Parent, yeoman, of the parish of Saint-Ulric, county of Matane ; Joseph Elisée Laforest, tinsmith, of the town of Fraserville, county of Témiscouata.

7. The said Jean Delphis Oligny, Philippe Horace Anselme Caron, Joseph Pierre Michaud, Pierre Aurel Parent shall be the first or provisional directors of the said company, and all of them are residents of Canada and subjects of Her Majesty.

S. C. RIOU,

Attorney for applicants.

Fraserville, 5th February, 1901.

708

Canada, }
Province of Québec. }

Notice is hereby given that, within one month of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor for the granting by letters patent under the great Seal of a charter of incorporation, under the joint stock companies incorporation act, constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned to wit :

1. The corporate name of the proposed company will be : "The Montmagny Light and Pulp Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation de la compagnie est demandée, est :

(a) De construire et posséder des moulins pour la fabrication de la pulpe et faire le commerce général de la pulpe sous toutes ses formes ; d'acheter et d'acquérir sur la rivière appelée "La Rivière du Sud," ou sur toutes autres rivières ou cours d'eau se déchargeant dans cette rivière, dans le district de Montmagny, ou des pouvoirs d'eau, terres à bois, et tous les terrains et bâisses nécessaires pour la construction et l'exploitation de dits moulins, et de faire toutes chaussées, quais, piliers et autres constructions nécessaires pour l'exploitation de ces moulins et la fabrication et le commerce de la pulpe, et pour tout ce qui peut être exigé pour l'entreprise de la compagnie projetée, et de disposer du tout ou le vendre comme elle le jugera à propos ;

(b) De s'occuper de toutes affaires quelconques en vue de l'éclairage par l'électricité, et en vue de faire mouvoir toutes machineries quelconques au moyen de l'électricité, et à cette fin d'ériger toutes constructions, poteaux, et de faire tous autres travaux nécessaires, dans le district de Montmagny ;

Et (c) D'acheter ou autrement acquérir de toute personne ou compagnie, toutes affaires, franchises, privilèges, en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie projetée, et tous biens-fonds, privilèges, droits, contrats et obligations de ces personnes et compagnies.

3 La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la paroisse Saint-Thomas, comté et district de Montmagny, P. Q.

4° Le chiffre projeté du fonds social sera de \$100,000, divisé en 5000 actions de \$20.00 chacune.

5° Les noms au long, l'adresse et la profession de chaque requérant sont comme suit : William Price, de la cité de Québec, marchand de bois ; Paul Geoffroy Owen, de la ville de Montmagny, P. Q., gérant de moulins ; Philippe Couillard Dupuis, de la dite paroisse Saint-Thomas de Montmagny, gérant de "La Compagnie Manufacturière et Electrique de Montmagny" ; Henry alias Harry Price, de la cité de Québec, commis, et James Donald Stewart, de la ville de Montmagny, teneur de livres, tous sujets anglais, et qui seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

J. G. COUTURE,
Procureur des requérants.

735-2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes incorporant comme compagnie les personnes ci-après mentionnées, dans les buts suivants :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Saint Paul Land and Hydraulic Company, Limited."

2° L'objet de la compagnie est d'acquérir et développer le pouvoir hydraulique, l'utiliser d'une manière avantageuse pour la production de la chaleur, éclairage ou pouvoir, et d'acquérir des terrains et en disposer

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal.

4° Le fonds social autorisé de la compagnie sera de cent cinquante mille piastres (\$150,000), divisé en actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms des requérants sont : William Robert Miller, de Montréal, agent de change ; George Frederick Benson, de Montréal, marchand ; Edward Archbald, de Montréal, marchand ; Dickson Conyngham Scott Miller, de Montréal, agent de change ; et John Holmes Wallace, de Montréal, agent de change, lesquels sont tous sujets anglais et seront les directeurs provisoires.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1901.

729.2

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To construct and own pulp mills, and to carry on a general trade in wood pulp of all kind and description ; to purchase or acquire on the river called "Rivière du Sud", or any other rivers or streams flowing into the same, in the district of Montmagny, water powers, timber lands and the lands and buildings that may be needed for the erection and working of such mills, and make all dams, wharves, piers, booms and other constructions necessary for the working of said mills and the manufacture and trade of wood pulp, and generally wanted or needed for the undertaking of the proposed company, and to sell or dispose of the same, as the company shall think proper ;

(b) To carry on electric light and power business, and for that purpose erect all works, poles and other constructions necessary in the said district of Montmagny ;

Et (c) To purchase or otherwise acquire from any individual or company any business and all franchises, privileges and letters patent, wholly or in part similar to that of the said proposed company, and any lands, properties, privileges, rights, contracts and liabilities appertaining to the same.

3. The chief place of business of the said company is to be in the parish of Saint-Thomas, in the county and district of Montmagny, P. Q.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$100,000, divided into 5,000 shares of \$20.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Price, of the city of Quebec, lumber merchant ; Paul Geoffroy Owen, of the town of Montmagny, P. Q., mill manager ; Philippe Couillard Dupuis, of the said parish of Saint-Thomas of Montmagny, manager of "La Compagnie Manufacturière et Electrique de Montmagny" ; Henry alias Harry Price, of the city of Quebec, clerk, and James Donald Stewart, of the town of Montmagny, book-keeper, all of whom are British subjects and will be the first or provisional directors of the said company.

J. G. COUTURE,
Attorney for applicants.

736

Public notice is hereby given that application will be made to Lieutenant Governor of the province of Quebec, for the grant of letters patent to incorporate as a company the persons hereinafter mentioned, for the objects hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "The Saint Paul Land and Hydraulic Company, Limited."

2. The object of the company is the acquisition and development of hydraulic power, the utilization thereof in such manners as the same may be advantageously used for the production of heat, light or power, and the acquisition and disposal of land.

3. The principal place of business of the company will be at Montreal.

4. The authorized capital of the company will be one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000), divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names of the incorporators are : William Robert Miller, of Montreal, stock broker ; George Frederick Benson, of Montreal, merchant ; Edward Archbald, of Montreal, merchant ; Dickson Conyngham Scott Miller, of Montreal, stock broker ; and John Holmes Wallace, of Montreal, stock broker, who are all British subjects and are to be the provisional directors.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,
Solicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1901.

730

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte constituant les requérants et telles autres personnes qui deviendront actionnaires de la compagnie projetée en corps politique et incorporé sous le grand sceau de la province de Québec, de la manière et pour les fins ci-après mentionnées, savoir :

1° Le nom social de la dite corporation sera "La Compagnie du Parc DeLorimier".

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la dite compagnie est demandée, est d'acquérir des terrains pour faire des courses publiques en hiver, et en été, faire des piques-niques et procurer et donner des amusements sportifs et récréatifs au public, construire sur les dits terrains des maisons, hangars et dépendances pour y donner et tenir des cirques et expositions agricoles, industrielles et autres ainsi que parties ou jeux de baseball, lacrosse, foot-ball, et autres jeux athlétiques ou toute publiques, louer et transférer les dits terrains, prémisses, maisons et dépendances à d'autres personnes et compagnies.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de \$10,000.00.

5° Le nombre des actions sera de cent, et le montant des actions de \$100.00 chacune.

6° Les requérants sont : Aquilas Cheval, médecin ; Charles Charters, boucher ; Hector Paquet, banquier ; Albert Pierre Pigeon, imprimeur ; Louis Henri Goulet, marchand ; Joseph Girard, boucher ; Charles Wilson, bourgeois ; Victor Décarie, entrepreneur, et Alfred Richard, boucher, tous des cité et district de Montréal et sujets britanniques, lesquels sont les premiers directeurs de la dite compagnie.

GEOFFRION, GEOFFRION,

ROY & CUSSON,

Avocats des requérants

Montréal, 24 janvier 1901.

589-2

Avis est par le présent donné que dans le cours d'un mois à compter de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle*, les personnes ci-après dénommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes les constituant et tels autres personnes qui devront devenir plus tard actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et corporation en vertu de la section deuxième, chapitre troisième, titre onzième des statuts refondus de la province de Québec et la constitution en corporation des compagnies à fond social sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom corporatif de la compagnie est le suivant : "La Compagnie Desjardins" ;

2° L'incorporation est requise pour les fins suivantes, savoir : La fabrication de tous instruments en usage chez les cultivateurs, faits en fer, en bois et en fonte ; ainsi que l'exploitation d'un magasin général ; et le droit de vendre à commission toutes sortes de produits manufacturés par d'autres compagnies ;

3° Le siège principal de la dite compagnie est et sera dans la paroisse de Saint-André de Kamouraska ;

4° Le montant projeté du capital action est de \$100,000.00 ;

5° Le capital action sera divisé en 1,000 actions de \$100.00 chacune ;

6° Les requérants sont les personnes suivantes :— Charles Alfred Roy dit Desjardins, manufacturier, Saint-André de Kamouraska ; Narcisse Rioux, marchand épiciier en gros, de Québec ; Joseph Rioux, marchand, Trois-Pistoles ; Joseph Paradis, manufacturier, de Saint-André de Kamouraska ; Joseph Pierre Alfred Roy dit Desjardins, fondateur, de Saint-André de Kamouraska ; Hector Lachance, marchand, de la ville de Lévis ; Marcellin Pettigrew, comptable, de Québec ; Théophile Darisse, cultivateur, de Saint-André de Kamouraska ; Johnny

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, under the Great Seal of the province of Quebec, as a body politic and corporate, in the manner and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said corporation to be "La Compagnie du Parc DeLorimier."

2. The object for which incorporation of the said company is sought, is to acquire lands to have public races in winter and to have picnics in summer, and to procure and furnish games of sport and recreation to the public, to build on the said lands houses, stores and dependencies, to give and hold there circuses and agricultural and industrial and other fairs, as well as games of base-ball, lacrosse, foot-ball, and other athletic games or public matches, to lease and transfer the said lands, premises, houses and dependencies to other persons and companies.

3. The chief business place of the said company will be in the city of Montréal.

4. The proposed amount of the capital stock is \$10,000.00.

5. The number of shares will be one hundred, and the amount of each shall will be \$100.00.

6. The petitioners are Aquilas Cheval, physician ; Charles Charters, butcher ; Hector Paquet, banker ; Albert Pierre Pigeon, printer ; Louis Henri Goulet, merchant ; Joseph Girard, butcher, Charles Wilson, gentleman ; Victor Décarie, contractor, and Alfred Richard, butcher, all of the city and district of Montréal, and British subjects, who are the first directors of the said company.

GEOFFRION, GEOFFRION,

ROY & CUSSON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 24th January, 1901.

590

Notice is hereby given that within one month from the last publication of this notice in the *Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council for letters patent constituting them and such other persons as may hereafter become shareholders in the said company, a body politic and corporate under section second of chapter third, title eleven of the Revised Statutes of the province of Quebec, and the incorporation of joint stock companies, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is "The Desjardins Company (La Compagnie Desjardins.)"

2. Incorporation is sought for the following purposes to wit : the manufacture of all implements used by farmers and made of wrought or cast iron and wood, to keeping a general store ; the right to sell on commission products of all kinds manufactured by other companies ;

3. The principal place of business is and will be in the parish of Saint André de Kamouraska ;

4. The proposed amount of the capital stock is \$100,000.00 ;

5. The capital stock will be divided into 1,000 shares of \$100.00 each ;

6. The petitioners are the following :— Charles Alfred Roy dit Desjardins, manufacturer, Saint André de Kamouraska ; Narcisse Rioux, wholesale grocer, of Quebec ; Joseph Rioux, merchant, Trois Pistoles ; Joseph Paradis, manufacturer, of Saint André de Kamouraska ; Joseph Pierre Alfred Roy dit Desjardins, founder, of Saint André de Kamouraska ; Hector Lachance, merchant, of the town of Lévis ; Marcellin Pettigrew, accountant, of Quebec ; Théophile Darisse, farmer, of Saint André de Kamouraska ; Johnny Ouellet, machinist, of Saint

Ouellet, mécanicien, de Saint-André de Kamouraska ; Cyprien Roy, négociant, de Saint-Germain de Kamouraska.

Les neuf premiers seront les directeurs provisoires.

HUBERT CIMON,
Procureur des requérants.

Québec, 24 janvier 1901. 519-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, incorporant les requérants sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom de la dite compagnie sera : "La Compagnie Electrique d'Hébertville."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquies et posséder des pouvoirs hydrauliques sur la Belle-Rivière, en le comté du Lac Saint-Jean, afin de créer, fournir et vendre l'électricité pour l'éclairage, le chauffage ou la force motrice aux résidents du village et de la paroisse d'Hébertville, ainsi qu'aux autres municipalités, dans le dit comté du Lac Saint-Jean.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village d'Hébertville.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$6,000.00, divisé en 60 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence, profession des requérants, sont comme suit : Alphide Tremblay, marchand ; Elzéar Ouellet, maître de poste ; Ferdinand Saulnier, forgeron ; Georges Bergeron, cultivateur, tous quatre de la paroisse d'Hébertville, et William Larouche, industriel, du lieu appelé "Dorval", dans le canton Kenogomi, province de Québec, lesquels requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GUSTAVE PERRAULT,

Procureur des requérants.

Hébertville, 21 janvier 1901. 441-4

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie projetée est : "The Temiscouata Lumber Coy."

2° Son but est d'acheter, vendre ou louer des limites à bois, des immeubles ; d'acheter, de vendre ou de louer, ériger, outiller et opérer des moulins à scies et des moulins à bardeaux ; d'acheter et de vendre du bardeau, des madriers, des billots et du bois ; de faire le commerce de bois en général et pour autres fins générales.

3° La principale place d'affaires sera à Notre-Dame du Lac, comté de Témiscouata, dans la province de Québec.

4° Le capital sera de cinquante mille piastres, divisé en mille parts de cinquante piastres chacune.

5° Les noms, résidence et occupation des requérants sont comme suit : William H. Gray, marchand de bois, Boston, Mass., E.-U. ; James Hayes, marchand de bois, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; William B. Hayes, marchand de bois, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; James F. Boyd, marchand de bois, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; Samuel C. Riou, avocat, Fraserville, Québec.

André de Kamouraska ; Cyprien Roy, trader, of Saint Germain de Kamouraska.

The first nine will be the provisional directors.

HUBERT CIMON,
Attorney for petitioner.

Quebec, 24th January, 1901. 520

Public notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec in Council, by the persons hereinafter mentioned for letters patent of incorporation, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act of the province of Quebec, incorporating the applicants under the name and for the object hereinafter mentioned :

1. The name of the said company will be "The Hébertville Electric Company" (La Compagnie Electrique d'Hébertville).

2. The object for which incorporation is sought is : to acquire and possess water powers on the Belle Rivière, in the county of Lake Saint John, in order to produce, supply and sell electricity for lighting, heating or motive power to the residents of the village and parish of Hébertville, as well as to other municipalities in the said county of Lake Saint John.

3. The chief place of business of the said company will be in the village of Hébertville.

4. The capital stock of the said company will be \$6,000.00, divided into 60 shares of \$100.00 each.

5. The names at length, the residences and occupations of the applicants, are as follows : Alphide Tremblay, merchant ; Elzéar Ouellet, post master ; Ferdinand Saulnier, blacksmith ; Georges Bergeron, farmer, all four of the parish of Hébertville, and William Larouche, manufacturer, of the place called "Dorval", in the township of Kenogomi, province of Quebec, which said applicants will be the first or provisional directors of the said company.

GUSTAVE PERRAULT,

Solicitor for applicants.

Hébertville, 21st January, 1901. 442

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the joint stock companies' incorporation act, constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Temiscouata Lumber Co".

2. Its purposes is to buy, sell or lease timber limits and real estate ; to buy, sell or lease, erect, equip and operate saw-mills and shingles mills ; to buy and sell shingles and deals, logs and timber ; to make general lumbering operations and other general purposes.

3. The head office shall be at Notre-Dame du Lac, county of Temiscouata, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is fifty thousand dollars, divided in one thousand shares of fifty dollars each.

5. The name in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William H. Gray, lumberman, Boston, Mass., U. S. ; James Hayes, lumberman, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; William B. Hayes, lumberman, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; James F. Boyd, lumberman, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; Samuel C. Riou, advocate, Fraserville, Quebec ;

6° Les directeurs provisoires seront les dits W. H. Gray, James Hayes, W. B. Hays, James F. Boyd et S. C. Riou, ci-dessus nommés et qualifiés, dont la majorité résident au Canada, et sont sujets de Sa Majesté.

S. C. RIOU,

Avocat des requérants.

Fraserville, 6 février 1901.

773-2

Avis est par le présent donné que, en vertu du testament de feu Henry Bennie, de Très Saint-Sacrement, dans le comté de Châteauguay, dans la province de Québec, toute la propriété et biens du dit feu Henry Bennie ont été confiés à William Wright et James M. Stewart en fidéi-commis, dans les lots suivants :

Que l'un des buts particulièrement désiré par le dit feu Henry Bennie, tel que mentionné dans son dit testament, était de convertir un certain morceau de terre en cimetière, faisant partie de sa dite propriété et décrit comme suit :

Cette partie du lot No 249, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le dit comté de Châteauguay, contenant un arpent de largeur sur toute la longueur comprise entre le chemin public de la concession de la Rivière Anglaise, Williamstown et la dite Rivière Anglaise ; borné comme suit : au nord-est par le chemin public de la dite concession de la Rivière Anglaise, Williamstown, au sud-ouest par la dite Rivière Anglaise, au sud-est par la partie du dit lot No 249, et au nord-ouest par un chemin.

Que les dits William Wright et James M. Stewart ont, de bonne foi, ont consenti par acte dudit morceau de terre à Robert E. Morris, George Robb, James Rorison, John Anderson, William Allan, John Cornichael, James McGregor Wylie, James Rorison, jr., et George Wright, tous de la dite paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le dit comté de Châteauguay, pour en faire un cimetière en vertu de l'acte des cimetières.

Qu'il y a aucune opposition légale au dite morceau de terre.

Que le bureau de santé de la province a approuvé l'emploi du dit morceau de terre comme cimetière, et que le dit morceau de terre est convenable pour les fins de cimetière sur aucun terrain public.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Procureurs des requérants.

Montreal, 20 décembre 1900.

4447-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera la Compagnie de Pulpe des Chutes de la Chaudière "(The Chaudière Falls Pulp Company)".

2° La principale place d'affaires et le principal bureau d'affaires de la compagnie seront dans la cité de Québec.

3° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$200,000.00, divisé en 2000 actions de \$100.00 chacune.

4° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de bâtir des moulins à pulpe et à papier, de les exploiter, de faire en général le commerce de bois, de pulpe et de papier, de fabriquer la pulpe et le papier, et de faire toutes les opérations en rapport avec ces divers commerces.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Henry Atkinson, marchand de bois, Etchemin (Saint-Romuald) ; Rodolphe Audet, marchand et président de la Banque Nationale,

6. The said William H. Gray, James Hayes, W. B. Hayes, James F. Boyd and S. C. Riou, shall be the first and provisional directors of the said company, and the majority of them are residents of Canada, and subjects of Her Majesty.

S. C. RIOU,

Attorney for applicants.

Fraserville, 6th February, 1901.

774

Notice is hereby given that, under the last will and testament of the late Henry Bennie, of Très Saint-Sacrement, in the county of Châteauguay, in the province of Québec, William Wright and James M. Stewart, of the same place, were granted all the property and estate of the said late Henry Bennie in trust, for the purposes therein set forth ;

That one of the purposes particularly desired by the said late Henry Bennie, as shown in his said last will and testament was the making into a cemetery of a certain parcel of land, being part of his said property and described as follows :

That certain portion of lot No. 249, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostome, in the said county of Châteauguay, containing one arpent in width by all the length which is comprised between the public road of the English River concession, Williamstown and the said English River ; bounded as follows : to the north east by the public road of the said English River concession, Williamstown, to the south west by the said English River, to the south east by part of said lot No. 249, and to the north west by a road.

That the said William Wright and James M. Stewart have, *bona fide*, executed a deed of the said parcel of land to Robert E. Morris, George Robb, James Rorison, John Anderson, William Allan, John Cornichael, James McGregor Wylie, James Rorison, jr., and George Wright, all of the said parish of Saint Jean Chrysostome, in the said county of Châteauguay, to hold as a cemetery under the cemetery act.

That there is no lawful adverse claim to the said parcel of land.

That the provincial board of health have approved of the use of the said parcel of land as a cemetery, and that the said parcel of land is not objectionable for cemetery purposes on any public ground.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 20th december, 1900.

4448

Notice is hereby given that within one month from the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor for the granting of a charter by letters patent under the provisions of the joint stock companies incorporation act and its amendments, incorporating the petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company as a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company will be the Chaudière Falls Pulp Company, (La Compagnie de Pulpe des Chutes de la Chaudière).

2. The principal place of business and the head office of the company will be in the city of Québec.

3. The capital stock of the company will be \$200,000.00 divided into 2,000 shares of \$100.00 each.

4. The objects for which incorporation is sought are : to build pulp and paper mills, to work the same, to trade in lumber, pulp and paper generally, to manufacture pulp and paper and to perform all operations connected with such trades.

5. The names at length, the residences and occupations of the petitioners are as follows : Henry Atkinson, lumber merchant, Etchemin (Saint-Romuald) ; Rodolphe Audet, merchant and president of La Banque Nationale, Québec ; Charles King,

Québec ; Charles King, marchand de bois, Québec ; W. A. Marsh, manufacturier et directeur de la banque de Québec, Québec ; Hon. L. P. Pelletier, C. R., M. P. P., Québec ; Herbert M. Price, marchand de bois, Québec ; Frank W. Ross, marchand, Québec ; Gaspard Lemoine, de la cité de Québec, marchand ; H. T. Machin, de la cité de Québec, assistant-trésorier de la province ; Georges Ball, député à la Chambre des Communes et marchand de bois, de la ville de Nicolet ; J. I. Lavery, C. R., avocat, Québec ; L. A. Blanchet, comptable, Québec.

6° Les premiers directeurs ou directeurs provisoires seront les neuf personnes ci-haut en premier lieu mentionnées dans le paragraphe qui précède.

DROUIN & PELLETIER,

Procureurs des requérants.

Québec, 11 janvier 1901. 333-5

AVIS.

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA.

Des séances spéciales de la cour de l'Echiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., auront lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance, et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucun telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant mardi, le 11e jour de juin A. D., 1901, à 11 heures a. m.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mardi, le 18e jour de juin A. D., 1901, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,

Régistrare.

637-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 900.

Dame Mélina Henry, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Beaudry, entrepreneur, des cité et district de Montréal.

DUPUIS & LUSSIER,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 février 1901. 835

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 50.

Dame Marie Maillé, du village de Saint-Raphael de l'île Bizard, district de Montréal, épouse commune en biens de Damase Boileau, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester aux présentes,

vs.

Le dit Damase Boileau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette affaire.

MONK & BAKER,

Avocats de la demanderesse

Montréal, 18 janvier 1901. 443-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 96.

Dame Elizabeth Callaghan, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas Marks, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

GILMAN & BOYD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 janvier 1901. 525-4

lumber merchant, Quebec ; W. A. Marsh, manufacturer and director of the Quebec Bank, Quebec ; Hon. L. P. Pelletier, Q. C., M. P. P., Québec ; Herbert M. Price, lumber merchant, Quebec ; Frank W. Ross, merchant, Quebec ; Gaspard Lemoine, of the city of Quebec, merchant ; H. T. Machin, of the city of Quebec, assistant treasurer of the province ; Georges Ball, member of the House of Commons and lumber merchant, of the town of Nicolet ; J. I. Lavery, Q. C., advocate, Quebec ; L. A. Blanchet ; accountant, Quebec.

6. The first or provisional directors will be the nine persons herein above firstly mentioned in the foregoing paragraph.

DROUIN & PELLETIER,

Solicitors for petitioners.

Quebec, 11th January, 1901. 334

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 900.

Dame Mélina Henry, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Louis Beaudry, contractor, of the city and district of Montreal.

DUPUIS & LUSSIER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th February, 1901. 836

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 50.

Dame Marie Maillé, of the village of Saint Raphael de l'île Bizard, district of Montreal, wife common as to property of Damase Boileau, contractor, of the same place, hereto duly authorized,

Plaintiff ;

vs.

Said Damase Boileau, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this matter.

MONK & BAKER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th January, 1901. 444

NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

Special sittings of the Exchequer court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the following times and places, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting, and if no case or matter is so entered or set down for any such sitting, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Tuesday, the 11th day of June, A. D. 1901, at 11 A. M.

At the court house, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Tuesday, the 18th day of June, A. D. 1901, at 11 A. M.

By order,

L. A. AUDETTE,

Registrar.

638

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 96.

Dame Elizabeth Callaghan, of the town of Westmount, in the district of Montreal, wife common as to property of Thomas Marks, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GILMAN & BOYD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd January, 1901. 526

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2248.
Dame Emma Sénécal, épouse commune en biens de
Napoléon Boileau, entrepreneur, du village de
Saint-Raphaël de l'Île Bizard, district de Mont-
réal, dûment autorisée à ester aux présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Boileau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette affaire.

MONK & BAKER,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, janvier 1901. 481-4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure*
No 7.

Albertine Royer, village de Mégantic, dit district,
épouse de Joseph Bureau, commis, du même
lieu, Demanderesse ;

vs.

Joseph Bureau, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens des parties, a
été intentée, ce jour.

J. A. GAUDET,

Procureur de la demanderesse.

15 janvier 1901. 415-5

Cour Supérieure. — District d'Iberville.

No 9.

Dame Rosalie Lebeau, de la ville de Saint-Jean,
district d'Iberville, étant dûment autorisée, a pris,
ce jour, une action en séparation de biens contre
son mari, Magloire Dansereau, marchand, du même
lieu.

GOSSELIN & ST. CYR,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean, 5 février 1901. 767-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 163.

Dame Emilie Gagné, de la cité et du district de
Montréal, épouse commune en biens de J.
Alonzo Létourneau, commerçant, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit J. Alonzo Létourneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour.

PELLETIER & LÉTOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 1er février 1901. 751-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2690.

Dame Louisa Lespérance, a, ce jour, institué une
action en séparation de biens contre son époux,
Ernest Dupont, marchand, de la cité de Montréal.

G. A. MARSAN,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 25 janvier 1901. 595-3

Cour Supérieure. — Québec.

No 2212.

Dame Josephine Fortin, épouse de Joseph Eloi
Jalbert, originairement du Cap Saint-Ignace, et
étant maintenant en la cité de Québec,
Demanderesse ;

vs

Joseph Eloi Jalbert, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée,
ce jour, par la demanderesse en cette cause, contre
son mari, le défendeur.

DROUIN ET PELLETIER,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 28 janvier 1901. 591-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 2248.

Dame Emma Sénécal, of the village of Saint Raphaël
de l'Île Bizard, district of Montreal, wife separate
as to property of Napoléon Boileau, contractor,
of the same place, hereto duly authorized,
Plaintiff ;

vs

Said Napoléon Boileau, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this matter.

MONK & BAKER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, January, 1901. 482

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 7.

Albertine Royer, village of Megantic, said district,
wife of Joseph Bureau, clerk, of the same place.
Plaintiff ;

vs.

Joseph Bureau, of the same place, Defendant.
An action for separation of the parties, as to
property, was instituted this day.

J. A. GAUDET,

Attorney for plaintiff.

15th January, 1901. 416

Superior Court. — District of Iberville.

No. 9.

Dame Rosalie Lebeau, of the town of Saint
John, district of Iberville, being duly authorized,
has taken, this day, an action for separation of
property against her husband, Magloire Dansereau,
merchant, of the same place.

GOSSELIN & ST. CYR,

Attorneys for the plaintiff.

Saint John, 5th February, 1901. 768

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 163.

Dame Emilie Gagné, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of J.
Alonzo Létourneau, trader, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said J. Alonzo Létourneau, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted, this day.

PELLETIER & LÉTOURNEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 1st February, 1901. 752

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2690.

Dame Louisa Lespérance, has, this day, instituted
an action for separation as to property against
her husband, Ernest Dupont, merchant, of the city
of Montreal.

G. A. MARSAN,

Attorney for plaintiff

Montreal, 25th January, 1901. 596

Superior Court. — Québec.

No. 2212.

Dame Josephine Fortin, wife of Joseph Eloi Jal-
bert, originally of Cap Saint Ignace, and being
now in the city of Québec,
Plaintiff ;

vs.

Joseph Eloi Jalbert, Defendant.
An action for separation as to property has, this
day, been instituted by plaintiff against her hus-
band, the defendant.

DROUIN & PELLETIER,

Attorneys for plaintiff.

Québec, 28th January, 1901. 592

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 103.

Dame Alexina Mayer, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Charbonneau, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Charles Charbonneau, machiniste, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 25 janvier 1901. 639-3

Canada, }
Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 6762.

Dame Elizabeth Jane McVicker, de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le district de Bedford, épouse de Elisha M. Vosburgh, du même lieu, maintenant temporairement de la ville de Stanstead, dans le district de Saint-François, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice dans cette cause, Demanderesse ;

vs.

Le dit Elisha M. Vosburgh, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

GEO. CAPSEY,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 7 janvier 1901. 505-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 103.

Dame Alexina Mayer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Charbonneau, machinist, of the same place, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

Charles Charbonneau, machinist, of the same place, Defendant.

An action for separation as to bed and property has been, this day, instituted in this cause

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th January, 1901. 640

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6762.

Dame Elizabeth Jane McVicker, of the parish of Saint George of Clarenceville, in said district of Bedford, wife of Elisha M. Vosburgh, of the same place, now temporarily of the town of Stanstead, in the district of Saint Francis, farmer, and judicially authorized to ester in justice in this cause, Plaintiff ;

vs.

The said Elisha M. Vosburgh, Defendant.

An action in separation as to property, has been instituted this day, in this cause.

GEO. CAPSEY,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 7th January, 1901. 506

AVIS de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re A. Lauzon, Failli.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, a été dûment nommé curateur aux biens du dit failli, en date du 8e jour de février courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, (s'ils ne l'ont déjà fait), à mon bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de 30 jours à compter du présent avis.

WM. RENAUD,

Curateur.

Montréal, 8 février 1901.

797

Province de Québec, }
District de Saint-François } *Cour Supérieure.*

In re Dame Mary Collins, de la cité de Sherbrooke, dit district, épouse commune en biens de Herménégilde Pelletier, de la dite cité de Sherbrooke, marchande publique, et le dit Pelletier personnellement et pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes,

Débiteurs insolubles,

et

Thomas May & Co., Requérent cession.

Avis est par le présent donné que les dits débiteurs ont fait, le cinquième jour de février courant, un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sherbrooke, dit district.

DANIEL HOCTOR,

Gardien Provisoire.

Sherbrooke, 12 février 1901.

817

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné que Eugénie Granger, faisant affaire sous le nom et raison sociale de A. Granger & Cie, marchands, de Montréal, a

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re A. Lauzon, Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been appointed curator in the estate of said insolvent, in date of 8th day of February instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims, (if they have not done so), at my office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

WM. RENAUD,

Curator.

Montreal, 8th February, 1901.

798

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In re Dame Mary Collins, of the city of Sherbrooke, said district, wife common as to property of Herménégilde Pelletier, of the said city of Sherbrooke, public trader, and the said Pelletier personally and to authorize his said wife to appear in judicial proceedings,

Insolvents debtors,

and

Thomas May & Co., Petitioners for assignment.

Notice is hereby given that on the fifth day of February instant, the said debtors have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court, at Sherbrooke, said district.

DANIEL HOCTOR,

Provisional guardian.

Sherbrooke, 12th February, 1901.

818

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Eugénie Granger, doing business under the name, firm and style of A. Granger & Co., merchants, Montreal, has made an

fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le douzième jour de février, 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, conformément à la loi.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Dép. gardiens provisoires.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 16 février 1901. 839

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Théophile Théberge, Demandeur :
et

Thomas Forest, Défendeur.

Avis est par le présent donné que par un ordre de la cour, en date du 12 février 1901, nous avons été nommés curateurs aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux sous un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 16 février 1901. 841

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Arthur Gravel, manufacturier, de Montréal, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le onzième jour de février 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, conformément à la loi.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Député gardien provisoire.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 16 février 1901. 837

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re La Banque Ville Marie, Montréal,

En liquidation.

Un second dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 4 mars 1901.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
U. GARAND,
J. O. DUPUIS,
Liquidateurs.

Bureau de la Banque Ville Marie,
97, rue Saint Jacques.
Montréal, 16 février 1901. 843

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Henry Stanley Phillips, des cité et district de Montréal, courtier, Failli.

Avis public est par le présent donné en vertu de l'article 872 et suivants du code de procédure civile, que le sixième jour de février 1901, je, soussigné, Charles William Phillips, des cité et district de Montréal, comptable, par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles du dit failli.

Les créanciers sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations assermentées devant moi, chambre No 214, deuxième étage, New-York Life Building, Montréal, sous trente jours.

CHARLES W. PHILLIPS,
Curateur.

Montréal, 7 février 1901. 821

abandonment of his property for the benefit of his creditors, the twelfth day of February, 1901, at the prothonotary's office of the the superior court for said district, according to law.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Dep. provisional guardians.

41, Street Railway Building.
Montreal, 16th February, 1901. 840

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Théophile Théberge, Plaintiff;
and

Thomas Forest, Defendant.

Notice is hereby given that on the 12th day of February, 1901, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within a month from the present date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 16th February, 1901. 842

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Arthur Gravel, manufacturer, of Montreal, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, the eleven day of February, 1901, at the prothonotary's office of the superior court for said district, according to law.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Deputy provisional guardian.

41, Street Railway Building,
Montreal, 16th February 1901. 838

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re La Banque Ville Marie, Montreal,

In liquidation.

A second dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 4th March, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
U. GARAND,
J. O. DUPUIS,
Liquidators.

Office of La Banque Ville Marie,
97, Saint James St.
Montreal, 16th February, 1901. 844

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Henry Stanley Phillips, of the city and district of Montreal, broker, Insolvent.

Public notice is hereby given in pursuance of article 872 and sequestre of the code of civil procedure, that on the sixth day of February, 1901, I, the undersigned, Charles William Phillips, of the city and district of Montreal, accountant, was by order of said court appointed to be curator to the property and effects, real and personal of the estate of the said insolvent.

Creditors are hereby notified to file sworn claims with me, at room No. 214, second flat, New York Life Building, Montreal, within a delay of thirty days.

CHARLES W. PHILLIPS,
Curator.

Montreal, 7th February, 1901. 822

Règle de Cour

Province de Québec, } *Cour de Circuit pour le*
District de Montréal. } *district de Montréal.*
No 15821.

Le 11^e jour de janvier 1901.

Présent : L'honorable M. le juge DORION.

Fred. O. Lewis *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Henry F. Sturgess *et al.*, Défendeurs ;

et

Dame Mary Ann Brummell, Opposante.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers des dits Henry F. Sturgess *et al.*, les défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite *Gazette*, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité des articles 603 et 604 du code de procédure civile.

(Par ordre)

J. CARTIER,
Dép. G. C. C.

A. L. RINFRET,
Avocat de l'opposante.

721-2

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Mégantic.

Arthabaska, à savoir : } ANTOINE PARADIS,
No 6787. } Demandeur ; contre
OCTAVE HOULE, Défendeur.

La moitié ouest de la moitié est du lot de terre numéro vingt-six, dans le neuvième rang, du canton de Bulstrode, maintenant connu sous le numéro quatre cent cinquante-quatre (454), du cadastre officiel—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valère de Bulstrode, la VINGT-HUITIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Sherif, Sherif.
Arthabaskaville, 24 janvier 1901. 485-2
[Première publication, 26 janvier 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } LFRED EAVES,
No 134. } Demandeur ; contre
J. E. LAVOIE, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le village de Plessisville, étant le numéro cent quatorze, du cadastre officiel, sur la rue Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, à UNE heure de l'après-midi, le PREMIER jour de MARS prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Sherif, Sherif.
Arthabaskaville, 23 janvier 1901. 483-2
[Première publication, 26 janvier 1901.]

Rule of Court

Province of Québec, } *Circuit Court for the district*
District of Montreal. } *of Montreal.*
No. 15821.

The 11th day of January, 1901.

Present : The Honorable Mr. Justice DORION.

Fred. O. Lewis *et al.*, Plaintiffs ;

vs.

Henry F. Sturgess *et al.*, Defendants ;

and

Dame Mary Ann Brummell, Opposante.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Henry F. Sturgess *et al.*, the defendants in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said *Gazette*, accompanied by statement or account under oath in accordance with the 603rd and 604th articles of the code of civil procedure.

(By order)

J. CARTIER,
Dep. C. C. C.

A. L. RINFRET,
Attorney for opposant.

722

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undementioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Mégantic.

Arthabaska, to wit : } ANTOINE PARADIS,
No. 6787. } Plaintiff ; against
OCTAVE HOULE, Defendant.

The west half of the east half of land number twenty-six, in the ninth range of the township of Bulstrode, now known under number four hundred and fifty four (454), of official cadastre—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Valère of Bulstrode, on the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 24th January, 1901. 486
[First published, 26th January, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } LFRED EAVES, Plain-
No. 134. } tiff ; against J. E.
LAVOIE, Defendant.

An emplacement lying and being in the village of Plessisville, being number one hundred and fourteen, of official cadastre, on Saint Louis street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, on the FIRST day of MARCH next, at ONE o'clock in the afternoon.

L. P. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 23rd January, 1901. 484
[First published, 26th January, 1901.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **MABLE CYRIEN**
No 566. } **BLAIS**, de Chicoutimi, marchand, Demandeur ; contre **DAVID BARRETTE**, ci-devant de Chicoutimi, maintenant des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier est de la ville de Chicoutimi, comprenant les numéros cent quatre-vingt-quatre et cent quatre-vingt-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Chicoutimi, contenant, ces deux numéros, une superficie de cinq mille trois cent quatre-vingt-dix pieds, plus ou moins—avec maison et autres bâties dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du sous-signé, au palais de justice, en la dite ville, le **QUATRIEME** jour du mois de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif.

Chicoutimi, 19 janvier 1901.

[Première publication, 26 janvier 1901.]

Shérif.

439-2

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Superior Court—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **MABLE CYRIEN**
No. 566. } **BLAIS**, of Chicoutimi, merchant, Plaintiff; against **DAVID BARRETTE**, heretofore of Chicoutimi, now of the United States of America, Defendant.

A lot of land situate in the east ward of the town of Chicoutimi, comprising the numbers one hundred and eighty-four and one hundred and eighty-five, of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Chicoutimi, the two numbers containing a superficies of five thousand three hundred and ninety feet, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the undersigned, in the court house of the said town, on the **FOURTH** day of the month of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 19th January, 1901.

[First published, 26th January, 1901.]

Shérif.

440

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **DAME ALPHONSINE**
No 298. } **LANOUE**, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de feu Charles O. Gervais, Demanderesse ; contre **JOSEPH DANDURAND**, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé sur le chemin de la Grande Ligne, au village de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le dit district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre, sous le numéro deux cent soixante et dix-neuf (No 279), contenant quarante-cinq pieds de largeur sur deux cent quatre-vingts pieds de profondeur—avec une maison, un magasin et autres bâties y érigées.

Sujet à la charge d'une rente annuelle et viagère de vingt piastres, en faveur de J. Bte Dandurand, père, créée par un acte de donation de ce dernier à Joseph Dandurand, passé devant Mre J. E. Boivin, notaire, le 8 janvier 1897.

Pour être vendu, sujet à la susdite charge, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Alexandre, le **DIX-NEUVIEME** jour de **MARS** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif,

Saint-Jean, 13 février 1901.

[Première publication, 16 février 1901.]

Deputé Shérif

863

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **DAME ALPHONSINE**
No. 298. } **LANOUE**, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, widow of the late Charles O. Gervais, Plaintiff; against **JOSEPH DANDURAND**, of the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, Defendant.

A lot of land lying and situate on the road of the Grande Ligne, at the village of Saint Alexandre, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexandre, under the number two hundred and seventy-nine (279), containing forty-five feet in width by two hundred and eighty feet in depth—with a house, a store and other buildings thereon erected.

Subject to the charge of an annual and life rent of twenty dollars, in favor of J. Bte Dandurand, père, created by a deed of donation from this the latter to Joseph Dandurand, passed before Mre J. E. Boivin, notary, on the 8th January, 1897.

To be sold, subject to the aforesaid charge, at the parochial church door of the said parish of Saint Alexandre, on the **NINETEENTH** day of **MARCH** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,

Saint Johns, 13th February, 1901.

[First published, 16th February, 1901.]

Deputy Sheriff.

864

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH OVIDE GRAVEL**,
No 1658. } **VEL**, comptable, de la
cité et du district de Montréal, *et al.*, en leur
qualité d'exécuteurs testamentaires et administra-
teurs fiduciaires de la succession de feu John Pratt,
en son vivant de Montréal ausdit, ancien marchand,
Demandeurs ; contre les terres et tenements de
THEODORE JACOTEL, de la cité de Saint-
Henri, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri,
dans le comté d'Hochelaga, contenant quarante
pieds de front par cent pieds de profondeur, le
tout mesure anglaise, et plus ou moins, connu sous le
numéro dix-neuf cent trente-six (1936), au plan et
livre de renvoi officiels pour la municipalité de la pa-
roisse de Montréal, et borné en front par la rue
Notre-Dame, en profondeur et du côté est par la
propriété de la compagnie de chemin de fer du
Grand Tronc du Canada, et du côté ouest par le
numéro officiel dix-neuf cent trente-cinq (1935)—
avec une maison en bois lambrassée en brique, à
deux étages et comble français et soubassement en
pierre, hangars et écuries dessus construits.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de MARS
prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 13 février, 1901. 833
[Première publication, 16 février 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Joliette.

Montréal, à savoir : } **LA CORPORATION DE**
No 3190. } **L** **LA VILLE DE L'AS-**
SOMPTION, corps politique et incorporé, ayant son
bureau et place d'affaires en la ville de L'Assomption,
district de Joliette, Demanderesse ; contre les terres
et tenements de **THE CANADIAN FOOD SUPPLY**
COMPANY, corps politique et incorporé, et ayant
son principal bureau et place d'affaires en la cité et
dans le district de Montréal. Défenderesse.

Un lot de terre ou emplacement de forme irréguli-
ère, sis et situé en la cité de Montréal, dans le
district de Montréal, faisant l'encoignure ouest des
rues Saint-Paul et Saint-François-Xavier, connu et
désigné sous le numéro trente-neuf (No 39), des
plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de
la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus cons-
truites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de MARS
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député-Shérif.
Montréal, 13 février 1901. 831
[Première publication, 16 février 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH LAPORTE**,
No 2156. } **J** **entrepreneur**, de la
ville Saint-Laurent, district de Montréal, Deman-
deur ; et **ALDERIC BEAULIEU**, laitier, du même
lieu, et **Siméon Beaudin**, **J. Théodule Cardinal**,
Louis J. Loranger et **Paul St-Germain**, tous quatre
avocats, de la cité et du district de Montréal, et
pratiquant leur profession ensemble et en société
sous le nom de "Beaudin, Cardinal, Loranger et
St-Germain", respectivement, Défendeur et avo-
cats distrayants.

Saisi comme appartenant au dit J. Laporte, les
immeubles suivants, savoir :

Un morceau de terre situé dans la ville Saint-
Laurent, comté de Jacques-Cartier, dans le district
de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous
le numéro quatre-vingt-seize, étant la subdivision
officielle du numéro officiel quatre cent cinquante-
quatre (454-96) ; borné en front vers le nord-est

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOSEPH OVIDE GRAVEL**,
No. 1658. } **J** **accountant**, of the city and
district of Montreal, *et al.*, in their quality of tes-
tamentary executors and trustees of the estate
of the late John Pratt, in his lifetime of Mon-
treal aforesaid, formerly merchant, Plaintiffs ;
against the lands and tenements of **THEODORE**
JACOTEL, of the city of Saint Henri, district of
Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the city of Saint Henri,
in the county of Hochelaga, containing forty feet
in front by one hundred feet in depth, the whole
english measure, and more or less, known as num-
ber one thousand nine hundred and thirty six
(1936), of the official plan and book of reference
for the municipality of the parish of Montreal, and
bounded in front by Notre Dame street, in depth
and on the east side by the property of the Grand
Trunk Railway Company of Canada, and on the
west side by the official number one thousand nine
hundred and thirty-five (1935)—with a wooden
house cased in brick, two storeys high and french
room, and stone foundation, barns and sheds thereon
erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at
TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 13th February, 1901. 834
[First published, 16th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Joliette.

Montreal, to wit : } **THE CORPORATION OF**
No. 3190. } **T** **THE TOWN OF L'AS-**
SOMPTION, a body politic and corporate, having
its office and place of business in the town of L'As-
sompion, district of Joliette, Plaintiff ; against the
lands and tenements of **THE CANADIAN FOOD**
SUPPLY COMPANY, a body politic and corporate,
having its chief office and place of business in the
city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land of irregular shape, situate and being
in the city of Montreal, in the district of Montreal,
forming the west corner of Saint-Paul and Saint
François Xavier streets, known and described as
number thirty-nine (No. 39), of the official plan and
book of reference of the west ward of the city of
Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at
TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 13th February, 1901. 832
[First published, 16th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOSEPH LAPORTE**, con-
No. 2156. } **J** **tractor**, of the town of
Saint Laurent, district of Montreal, Plaintiff ; and
ALDERIC BEAULIEU, milkman, of the same
place, and **Siméon Beaudin**, **J. Theodule Cardinal**,
Louis J. Loranger and **Paul St-Germain**, all four
advocates, of the city and district of Montreal, and
practising together as such in partnership under
the style and firm of Beaudin, Cardinal, Loranger
and St-Germain, respectively, Defendant and attor-
neys distracting.

Seized as belonging to J. Laporte, the following
immoveables, to wit :

1. A piece of land situate in the town of Saint
Laurent, county of Jacques Cartier, in the district
of Montreal, known and described on the official
plan and in the book of reference of the parish of
Saint Laurent, as number ninety-six, being the
official subdivision of the official number four hun-
dred and fifty-four (454-96) ; bounded in front to

par le numéro 454-1 (ruelle), vers le sud-est par le numéro 454-95, vers le sud-ouest par le numéro 454-109 (rue), vers le nord-ouest par le numéro 454-97, mesurant vingt-cinq pieds de front par une profondeur de cent dix-huit pieds, formant une superficie de deux mille neuf cent cinquante pieds, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

2° Un autre morceau de terre situé dans la ville de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro quatre-vingt-dix-sept, étant la subdivision officielle du numéro officiel quatre cent quarante-quatre; borné vers le nord-est par le numéro 454-1 (ruelle), vers le sud-est par le numéro 454-96, vers le sud-ouest par le numéro 454-109 (rue), vers le nord-est par le numéro 454-98, mesurant vingt-cinq pieds de front par une profondeur de cent dix-huit pieds, formant une superficie de deux mille neuf cent cinquante pieds, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Les deux morceaux de terre susdits ne formant qu'une seule et même exploitation — et avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif,

Montréal, 13 février 1901.

Député Shérif.

829

[Première publication, 16 février 1901.]

the north east by number 454-1 (lane), to the south east by number 454-95, to the south west by number 454-109 (street), to the north west by number 454-97, measuring twenty-five feet in front by a depth of one hundred and eighteen feet, forming an area of two thousand nine hundred and fifty feet, english measure, more or less, without warranty of precise measurement.

2. Another piece of land situate in the town of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, known and described on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent, as number ninety-seven, being the official subdivision of the official number four hundred and forty-four; bounded to the north east by number 454-1 (lane), to the south east by number 454-96, to the south west by number 454-109 (street), to the north east by number 454-98, measuring twenty-five feet in front by a depth of one hundred and eighteen feet, forming an area of two thousand nine hundred and fifty feet, english measure, more or less, without warranty of precise measurement.

The two pieces of land aforesaid forming only one of the same plot—and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office,

Montreal, 13th February, 1901.

Deputy Sheriff.

830

[First published, 16th February, 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où PAUL No 2380. } PARADIS, de la paroisse de Charlesbourg, meunier, était Demandeur, et LA CORPORATION DE LIMOILLOU, était Défendresse, la dite défendresse La Corporation de Limoilou; contre le dit Paul Paradis, à savoir :

Le lot No 676 (six cent soixante et seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Charles-Borromée-de-Charlesbourg, étant un emplacement situé au village du Trait-Carré—avec moulin à farine et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-de-Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,

Québec, 14 février 1901.

Shérif.

857

[Première publication, 16 février 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **J**OSEPH EDOUARD BÉ- No 2292. } DARD, avocat, de Beauport; contre NARCISSE LANDRY, charron, de la paroisse de Saint-Sylvestre, à savoir :

1° Le lot No 442 (quatre cent quarante-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, étant un lot de terre situé sur le chemin Sainte-Marie—avec bâtisse, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 446 (quatre cent quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, étant un lot de terre situé sur la route Landry—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvestre, le DIX-HUITIÈME

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a cause wherein PAUL No. 2380. } PARADIS, of the parish of Charlesbourg, miller, was Plaintiff, and THE CORPORATION OF LIMOILLOU, was Defendant, the said defendant The Corporation of Limoilou; against the said Paul Paradis, to wit :

Lot No. 676 (six hundred and seventy-six), of the official cadastre of the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, being a land situate in the village of the Trait Carré—with grist mill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,

Québec, 14th February, 1901.

Sheriff.

858

[First published, 16th February, 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **J**OSEPH EDOUARD BÉ- No. 2292. } DARD, advocate, of Beauport; against NARCISSE LANDRY, wheelwright, of the parish of Saint Sylvestre, to wit :

1. Lot No. 442 (four hundred and forty-two), of the official cadastre of the parish of Saint Sylvestre, being a land situate on the Sainte Marie road—with buildings circumstances and dependencies.

2. Lot No. 446 (four hundred and forty-six), of the official cadastre for the parish of Saint Sylvestre, being a lot situate on the Landry road—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvestre, on the EIGHTEENTH day of MARCH

jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.
Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 14 février 1901. 855
[Première publication 16 février 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où FRAN-
No 70. } **COIS-XAVIER SAVARD**,
propriétaire de moulin à scie, de la paroisse de
Saint-Ambroise, et **LOUISE BOIVIN**, son épouse,
qu'il autorise à ester en justice, étaient Deman-
deurs; et **FRANCOIS-XAVIER BERTRAND**, de
Saint-Hyacinthe, manufacturier, était Défendeur,
le dit défendeur, François-Xavier Bertrand; contre
les dits François-Xavier Savard et Louise Boivin, à
savoir :

1° Partie du lot No 513 (cinq cent treize), du
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise
de la Jeune Lorette, étant un emplacement situé
sur le chemin public, contenant soixante pieds de
front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur,
plus ou moins; borné au sud par le chemin public,
à l'ouest par un ruisseau appelé ruisseau Gauvin, à
l'est et en arrière par Joseph Savard ou représen-
tant—avec les bâties dessus construites, circon-
stances et dépendances.

2° Tous les droits que chacun des demandeurs a
ou pourra avoir sur le lot No 514 (cinq cent qua-
torze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-
Ambroise de la Jeune Lorette, et spécialement le
droit de rédemption sur le dit lot, étant un lot de terre
située à Longue-Queue—avec les bâties dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette,
comté de Québec, le VINGT ET UNIEME jour de
MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 14 février 1901. 853
[Première publication, 16 février 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **J**EAN-BAPTISTE CLOU-
No 2370. } **TIER**, de la cité de Québec,
rentier, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs
issus du mariage de feu Delima Cloutier et de feu
Eugène Picher, en leur vivant de la cité de Québec;
contre **JOSEPH ISIDORE CARRIER**, de la ville
de Lévis, journaliste, à savoir :

Le lot No 88 (quatre-vingt-huit), du cadastre
officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de
Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Wolfe
—avec les bâties dessus construites, circonstances
et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de
Lévis, le VINGT-TROISIEME jour de MARS
prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref
rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 14 février 1901. 851
[Première publication, 16 février 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où CHAR-
No 79. } **LES GUILMETTE**, de la
paroisse de Deschambault, maître maçon, était
Demandeur, et **ELIE GIGNAC**, de la paroisse de
Deschambault, était Défendeur, le dit défendeur
Elie Gignac, contre le dit Charles Guilmette, à
savoir :

La partie du lot No 88 (quatre-vingt-huit), du
cadastre officiel de la paroisse de Deschambault,
comté de Portneuf, étant un emplacement situé sur
le niveau sud du chemin du premier rang, conte-
nant un demi arpent de large sur environ un
arpent de longueur, plus ou moins; borné en front
au chemin du premier rang, en profondeur au
fleuve Saint-Laurent, d'un côté au nord-est à Zéno-

next, at TEN o'clock in the forenoon. The said
writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 14th February, 1901. 856
[First published, 16th February, 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a cause in which FRANCOIS
No 70. } **XAVIER SAVARD**, saw
mill owner, of the parish of Saint Ambroise, and
LOUISE BOIVIN, his wife, whom he authorizes
to sue, were Plaintiffs; and **FRANCOIS XAVIER
BERTRAND**, of Saint Hyacinth, manufacturer,
was Defendant, the said defendant, François Xavier
Bertrand; against the said François Xavier Savard
and Louise Boivin, to wit :

1. Part of lot No. 513 (five hundred and thirteen),
of the official cadastre for the parish of Saint
Ambroise de la Jeune Lorette, being a lot
situate on the public road, containing sixty feet in
front by ninety feet in depth, more or less;
bounded on the south by the public road, on the
west by a creek called "Ruisseau Gauvin", on the
east and in rear by Joseph Savard or representative
—with the buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

2. All the rights which each of the plaintiffs has
or may have on lot Nos. 514 (five hundred and
fourteen), of the official cadastre for the parish of
Saint Ambroise de la Jeune Lorette, and especially
the right of redemption on the said lot, being a lot
of land situate at Longue Queue—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of
Quebec, on the TWENTY-FIRST day of MARCH
next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 14th February, 1901. 854
[First published, 16th February, 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **J**EAN BAPTISTE CLOU-
No 2370. } **TIER**, of the city of
Quebec, rentier, in his quality of tutor to the minor
children of the late Delima Cloutier and of the late
Eugène Picher, in their lifetime of the city of
Quebec; against **JOSEPH ISIDORE CARRIER**,
of the town of Lévis, journalist, to wit :

Lot No. 88 (eighty-eight), of the official cadastre
of Notre Dame ward, of the town of Lévis, being a
lot situate on Wolfe street—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the
TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN
o'clock in the forenoon. The said writ returnable
according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 14th February, 1901. 852
[First published, 16th February, 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a cause in which CHARLES
No 79. } **GUILMETTE**, of the parish
of Deschambault, master mason, was Plaintiff, and
ELIE GIGNAC, of the parish of Deschambault,
was Defendant, the said defendant Elie Gignac,
against the said Charles Guilmette, to wit :

The part of lot No 88 (eighty eight), of the official
cadastre of the parish of Deschambault, county of
Portneuf, being a lot situate on the south line of
the first range road, containing one half arpent in
width, more or less, by about one arpent in length;
bounded in front by the first range road, in depth
by the river St Laurent, on one side to the north
east by Zenophile Delisle, and on the south west

phile Delisle, et au sud-ouest à François Arcand, ou ses représentants—avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 14 février 1901. 869
[Première publication, 16 février 1901.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } DAME CAROLINE FORTIN, No. 1361. } DAME CAROLINE FORTIN, veuve de Dydimé Simard, en son vivant perceveur du revenu, du village de la Baie Saint-Paul ; contre HENRI SIMARD, de la paroisse de la Malbaie, a savoir :

La moitié nord-est environ du lot numéro cinq cent quarante-neuf (549), du cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie, située village de la Malbaie ; bornée en front au chemin public, en arrière à la balance du dit lot, au nord-ouest à cent soixante-quatre (164) pieds, et au sud-est à cent quarante-sept (147) pieds du sudist chemin public, au nord-ouest partie à Mlle Anna Simard et partie aux représentants de feu Jean Gagnon, et au sud-est à la route Louis Lavoie—avec bâtisses. A la réserve d'un droit de passage sur le dit terrain, à pieds et en voiture, en faveur de la dite Mlle Anna Simard.

Pour être vendu à mon bureau, en la paroisse de la Malbaie, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 4 février 1901. 813
[Première publication, 16 février 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } CANDIDE COMEAU, No. 858. } Demandeur ; contre EUGENE MOREAU, Défendeur.

Un emplacement de figure irrégulière, situé en la paroisse de Bécancourt, faisant partie du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Bécancourt, sous le numéro quatre cent soixante et treize (473), ayant un demi arpent de largeur à son front sur le chemin public, sous trait carré, sur la profondeur d'environ cent pieds ; de là, élargissant du côté sud-est sur la largeur des emplacements de Honoré Boisvert et Johnny Verrette ou représentants, sur la profondeur qu'il y a à aller à une décharge qui les sépare à la profondeur, et du côté nord-ouest du résidu du dit lot No. 473, appartenant à Edmond Houle, et borné du côté sud-est partie par l'empla-

by François Arcand or representatives — with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Deschambault, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 14th February, 1901. 870
[First published, 16th February, 1901.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } DAME CAROLINE FORTIN, No. 1361. } DAME CAROLINE FORTIN, widow of Dydimé Simard, in his lifetime revenue collector, of the village of Baie Saint Paul ; against HENRI SIMARD, of the parish of Malbaie, to wit :

The north east half about of lot number five hundred and forty-nine (549), of the official cadastre of the parish of Malbaie, situate in the village of Malbaie ; bounded in front by the public road, in rear by the residue of the said lot, on the north west at one hundred and sixty-four (164) feet, and on the south west at one hundred and forty-seven (147) feet from the said public road, on the north west partly by Miss Anna Simard and partly by the representatives of the late Jean Gagnon, and on the south east by the by-road Louis Lavoie—with buildings. Reserving a right of passage over the said lot, walking or driving, in favor of the said Miss Anna Simard.

To be sold at my office, in the parish of Malbaie, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 4th February, 1901. 814
[First published, 16th February, 1901.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } CANDIDE COMEAU, No. 858. } Plaintiff ; against EUGENE MOREAU, Defendant.

A lot of irregular shape, situate in the parish of Bécancourt, forming part of the lot of land known and described on the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Bécancourt, as number four hundred and seventy-three (473), having one half arpent in width in front on the public road, division line, by the depth of about one hundred feet ; thence widening on the south east side by the width of the lots of Honoré Boisvert and Johnny Verrette, or representatives, by the depth there may be going to a water course which separates it in depth, and on the north west side from the residue of the said lot No. 473, belonging to Edmond Houle, and bounded on the south

cement du dit Honoré Boisvert ou représentant, faisant partie du dit lot No 473, et partie depuis la ligne sud-est de l'emplacement du dit Johnny Verret ou représentant, par la dite décharge qui fait le contour du dit emplacement à la profondeur et du côté nord-ouest—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Bécancourt, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 février 1901. 845
[Première publication, 16 février 1901.]

east side partly by the lot of the said Honoré Boisvert or representative, forming part of the said lot No. 473, and partly between the south east line of the lot of the said Johnny Verrette or representative, by the said water course which forms the boundary of the said lot in depth and on the north west side—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Bécancourt, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 13th February, 1901. 846
[First published, 16th February, 1901.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

CORPORATION DE LA VILLE DE MAGOG,
COMTÉ DE STANSTEAD, DISTRICT
DE SAINT-FRANÇOIS.

Avis public est par le présent donné par le sousigné, Louis A. Audet, secrétaire-trésorier de la dite corporation de la ville de Magog, dans le comté de Stanstead, que le terrain ci-après mentionné sera vendu par encan public, en mon bureau, dans la dite ville de Magog, VENDREDI, le PREMIER jour de MARS prochain (1901), à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues sur le lot ci-après décrit, à défaut de paiement des taxes auxquelles il est affecté, ainsi que les frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

CORPORATION OF THE TOWN OF MAGOG,
COUNTY OF STANSTEAD, DISTRICT
OF SAINT FRANCIS.

Public notice is hereby given by the undersigned, Louis A. Audet, secretary-treasurer of the said corporation of the town of Magog, in the county of Stanstead, that the land hereinafter mentioned will be sold by public auction, in my office, in said town of Magog, on FRIDAY, the FIRST day of MARCH next (1901), at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and charges due upon the lot hereinafter described, in default of payment of the taxes for which it is liable, and the costs incurred.

Dans la ville de Magog—In the town of Magog.

Nom du propriétaire. Name of owner.	Numéro du cadastre. Cadastral number.	Montant des taxes et frais. Amount of taxes and costs.
Dame Clément Leclair.....	1360 ville de—town of Magog.....	\$10 27

Donné en la ville de Magog, ce vingt et unième jour de janvier 1901.
Given in the town of Magog, this twenty-first day of January, 1901.

459-60-2

LS. A. AUDET,
Sec.-trés. de la ville de—Sec.-treas. of the town of Magog.

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE LONGUEUIL.

Avis public est par les présentes donné par M. Dagenais, secrétaire-trésorier, que les lots de terre ou emplacements ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère, au bureau du conseil de cette ville, LUNDI, le QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et autres charges dues, conformément aux dispositions de l'acte du Parlement de la province de Québec, 44-45 Victoria, chapitre 75 et amendements, à moins que les dites taxes et autres charges, ainsi que les frais alors encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF LONGUEUIL.

Public notice is hereby given by Mr. Dagenais, secretary-treasurer, that the lots of land or emplacements hereinafter mentioned, shall be sold by public auction, in the office of the council of said town, on MONDAY, the FOURTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other dues, in conformity with the provisions of the act of Parliament of the province of Quebec, 44-45 Victoria, chapter 75 and amendments, unless the said taxes and other dues, with costs then incurred, be paid before the said sale, to wit :

No du rôle. — No. of roll.	Numéro du cadastre. — Number of cadaster.	Description. — Designation.	Noms.—Names	Etat. — Occupation.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Intérêt. — Interest.	Frais locaux. — Local costs.	Total dc. — Total due.
56	199, 161, 160, 157, 158, pt. 157, pt. 156	A distraire des lots 157, 158 la ligne du chemin de fer Rive Sud—To be distracted from lots 157, 158, South Shore Railway Line.....	Succ.—Estate Leonard Eglaucl..		\$24 76		\$1 20	\$1 00	\$26 96
209	246		Mary Louisa Glassford.....	Fille majeure—Spinster.	36 51		1 86	1 00	39 37
491	284		Succ.—Estate Evelina Pratt.....		47 16	\$6 15	3 04	1 00	57 35

M. DAGENAI, Secrétaire-trésorier.—Secretary-treasurer.
801-02

Longueuil, 7 janvier 1901.—7th January, 1901.

Nominations

Québec, 14 février 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer, le 13 février 1901, MM. Auguste Bourbeau et Joseph Robitaille, conseillers de la municipalité de Saint-Félix du Cap Rouge, comté de Québec, en vertu des dispositions de l'article 327 C. M.

887 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par interim.

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au département de l'Agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont, par les présentes, constitués en corporations.

Dans le comté de Lotbinière, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint Jacques de Parisville."

Dans le comté de Pontiac, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

"Cercle agricole de la municipalité du canton Clarendon."

Dans le comté de Chicoutimi, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

"Cercle agricole de la mission de Saint-Ambroise."

F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissaire de l'Agriculture.

Québec, 15 février 1901. 891

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 13 février courant 1901, de permettre que les minutes, répertoire et index de Hormidas Trudeau, notaire public, de Saint-Georges de Henryville, ainsi que ceux de feu Edouard René Demers, autrefois du même endroit, soient remis à Arthur Pigeon, écrivain, notaire public, de Henryville, district d'Iberville, conformément aux dispositions du code du notariat (art. 3685 S. R. P. Q.)

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 13 février courant 1901, de permettre que les minutes, répertoire et index de feu Félix Fontaine, on son vivant notaire public de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, soient remis à D. A. Fontaine, écrivain, notaire public, du même endroit, en vertu des dispositions du code du notariat (art. 3685 S. R. P. Q.)

889 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

Avis Divers

ELECTIONS GENERALES DE QUEBEC EN NOVEMBRE ET DECEMBRE 1900.

DISTRICT ELECTORAL DE SAINT-JEAN

Sommaire des dépenses d'élection de Joseph L'Heureux, candidat à cette élection :

Appointments

Quebec, 14th February, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 13th February, 1901, Messrs. Auguste Bourbeau and Joseph Robitaille, councillors for the municipality of Saint Félix du Cap Rouge, in the county of Quebec, in virtue of the provisions of article 327 M. C.

888 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

Government Notices

AGRICULTURE DEPARTMENT.

Public notice is hereby given that the farmers' clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of these clubs which are hereby constituted in corporation.

In the county of Lotbinière, the following club is authorized under the following names, to wit :

"Farmer's club of the municipality of the parish of Saint Jacques de Parisville."

In the county of Pontiac, the following club is authorized under the following name to wit :

"Farmers' club of the municipality of Clarendon township."

In the county of Chicoutimi, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the mission of Saint Ambroise."

F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissioner of Agriculture.

Quebec, 15th February, 1901. 892

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the 13th February instant (1901), to allow the minutes, repertory and index of Hormidas Trudeau, notary public, of Saint Georges de Henryville, as well as those of the late Edouard René Demers, formerly of the same place, be transferred to Arthur Pigeon, esquire, notary public, of Henryville, district of Iberville, in virtue of the provisions of the notarial code, article 3685 R. S. P. Q.

ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the 13th February instant (1901), to allow the minutes, repertory and index of the late Félix Fontaine, in his lifetime notary public, of Marieville, district of Saint Hyacinthe, be transferred to D. A. Fontaine, esquire, notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, article 3685 R. S. P. Q.

890 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

Miscellaneous Notices

GENERAL ELECTIONS OF QUEBEC IN NOVEMBER AND DECEMBER, 1900.

ELECTORAL DISTRICT OF SAINT JOHN.

Summary of the election expenses of Joseph L'Heureux, candidate at that election.

Dépenses de l'agent spécial..... \$26.50
Dépenses personnelles du candidat. 4 10

\$30.60

JOSEPH L'HEUREUX,
Candidat.

Les susdits comptes sont faits en détail et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins. Le tout tel que pourvu par la section 307 de la loi électorale de Québec, 1895.

LOUIS MAYRAND,
Secrétaire d'élection

Saint-Jean, 12 février 1901. 865

Sommaire de l'état des dépenses d'élection du candidat, Maurice Perrault, pour le district électoral de Chambly, à la Législature de Québec, à l'élection de décembre 1900.

Dépenses personnelles du candidat..... \$48 50
Impressions et circulaires..... 17 75
Papeterie et téléphones..... 11 02
Location de salles..... 108 00
Comités, greffiers et messagers..... 168 80

\$354 07

Approuvé par G. A. MORRISON,
Agent spécial.

M. PERRAULT,
Candidat.

Les états sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement des vingt centins.

J. L. A. ROBERT,
Officier-rapporteur.

Longueuil, 1er février 1901. 873

ELECTIONS GENERALES DE QUEBEC EN
NOVEMBRE ET DECEMBRE 1900.

DISTRICT ELECTORAL DE SAINT JEAN.

Sommaire des dépenses d'élection de Philippe H. Roy, candidat à cette élection.

Montant reçu par l'agent..... \$180 00

Dépenses de l'agent spécial..... \$169 00
Dépenses personnelles du candidat..... 38 25

\$207 25

J. B. BISSONNETTE,
Agent.

Les susdits comptes sont faits en détail, ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins. Le tout tel que pourvu par la section 307 de la loi électorale de Québec 1895.

LOUIS MAYRAND,
Secrétaire d'élection.

Saint-Jean, 12 février 1901. 867

Avis de Faillites

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Terrebonne. }
In re La Compagnie d'Imprimerie du Nord, Saint Jérôme, En liquidation.

Avis vous est donné que le 25e jour de janvier 1901, par un ordre de la cour, j'ai été nommé liquidateur à la dite compagnie en liquidation.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 16 février 1901. 861

Expenses of the special agent..... \$ 26 50
Personal expenses of the candidate... 4 10

\$ 30 60

JOSEPH L'HEUREUX,
Candidat.

The aforesaid accounts are made in detail, open and ready for inspection on payment of twenty cents. The whole such as provided by section 307, of the Quebec Election Act, 1895.

LOUIS MAYRAND,
Election secretary.

St. John, 12th February, 1901. 866

Summary of the statement of the election expenses of the candidate, Maurice Perrault, for the electoral district of Chambly, for the Quebec Legislature, at the election of December, 1900.

Personal expenses of the candidate..... \$48 50
Printing and circulars..... 17 75
Stationery and telephones..... 11 02
Rent of rooms..... 108 00
Committees, clerks and messengers..... 168 80

\$354 07

Approved by G. A. MORRISON,
Special agent.

M. PERRAULT,
Candidat.

These statements are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

J. L. A. ROBERT,
Returning officer.

Longueuil, 1st February, 1901. 874

GENERAL ELECTIONS OF QUEBEC IN
NOVEMBER AND DECEMBER, 1900.

ELECTORAL DISTRICT OF SAINT JOHN.

Summary of the election expenses of Philippe H. Roy, candidate at that election.

Amount received by the agent..... \$180 00

Expenses of the special agent..... \$169 00
Personal expenses of the candidate..... 38 25

\$207 25

J. B. BISSONNETTE,
Agent.

The aforesaid accounts are made in detail, open and ready for inspection on payment of twenty cents. The whole such as provided by section 307, of the Quebec election act, 1895.

LOUIS MAYRAND,
Election secretary.

Saint John, 12th February, 1901. 868

Bankrupt Notices

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Québec. } Superior Court.
District of Terrebonne. }
In re La Compagnie d'Imprimerie du Nord, Saint Jérôme, In liquidation.

Notice is hereby given that on the 25th day of January, 1901, by order of the court, I was appointed liquidator to the estate of the above named company in liquidation.

Claims must be filed at my office within one month.

A. L. KENT,
Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,
97 St. James street.
Montreal, 16th February, 1901. 862

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Corbeil & Leveillé, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende, sur le produit des biens meubles et immeubles, a été préparé en cette affaire et sera payable à notre bureau, No. 1709, rue Notre-Dame, Montréal, le ou après le sixième jour de mars 1901. Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Curateurs conjoints.

Montréal, 16 février 1901.

827

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 24.

Arthur E. Smith, des cité et district de Montréal, Demandeur;

vs

William A. Arnold, jr., et Archibald Watt, tous deux des cité et district de Montréal, agents, manufacturiers et importateurs, y faisant affaires comme tels sous les nom et raison de A. Watt & Co., Défendeurs.

Avis est par le présent donné que le dit Archibald Watt a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses intérêts dans les biens de la dite société A. Watt & Co., pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, à Montréal. Le dit William A. Arnold, jr., a été appelé comme absent.

ARTHUR W. WILKS,
 Député gardien provisoire

Montréal, 12 février 1901.

877

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Nicolas Maheu, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 12 février 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

GEO. DARVEAU,
 Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.

Québec, 12 février 1901.

871

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Jules Côté, Lac Bouchette, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 mars 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44 rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 14 février 1901.

879

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal.

In re Emile Vissière, Montréal, Absent.

Avis vous est donné que le 14e jour de février 1901, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé absent.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,

Montréal, 16 février 1901.

859

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Corbeil & Leveillé, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels and real estate in this matter, and will be payable at our office, No. 1709, Notre-Dame street, on or after the sixth day of March, 1901. Any opposition to the said dividend must be filed before the said date.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Joint curators.

Montreal, 16th February, 1901.

828

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 24.

Arthur E. Smith, of the city and district of Montreal, Plaintiff;

vs.

William A. Arnold, jr., and Archibald Watt, both of the city and district of Montreal, manufacturers' agents and importers, carrying on business there as such, under the firm name and style of A. Watt & Co., Defendants.

Notice is hereby given that the said Archibald Watt has, this day, made in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his interest in the property of the said firm of A. Watt & Co., for the benefit of their creditors. The said William A. Arnold, jr., has been called as an absentee.

ARTHUR W. WILKS,
 Deputy provisional guardian.

Montreal, 12th February, 1901.

878

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Nicolas Maheu, Insolvent.

Notice is hereby given that by in virtue of a judgment of the Honorable judge, dated the 12th of February, 1901, I have appointed curator to the above estate.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,
 Curator.

Office : 244, Saint Joseph street,

Quebec, 12th February, 1901.

872

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In the matter of Jules Côté, Lac Bouchette, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 6th March, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 14th February, 1901.

880

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal.

In re Emile Vissière, Montreal, An absentee.

Notice is hereby given that on the 14th day of February, 1901, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, an absentee.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.

Montreal, 16th February, 1901.

860

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 240.
Dans l'affaire de Archibald Brown, Failli.
Par ordre de l'honorable M. le juge Routhier, le
soussigné a été, ce jour, nommé curateur aux biens
du susdit failli.
Les créanciers sont notifiés de produire leurs
réclamations dûment assermentées sous 30 jours.
D. RATTRAY,
Curateur.

Rue Dalhousie.
Québec, 9 février 1901. 849

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Théodore Ross, Amqui,
Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé
en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4
mars 1901, après laquelle date ce dividende sera
payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 février 1901. 881

Province de Québec, }
District du Saguenay. } *Cour Supérieure.*
Avis est par le présent donné que Eugène Trem-
blay, de la Malbaie, marchand, a fait cession de ses
biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 6 février
1901, au bureau du protonotaire de la cour supé-
rieure, pour le district du Saguenay, conformément
à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 février 1901. 885

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de La Kermesse, Québec,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
ordre de la cour, en date du 12 février 1901, j'ai été
nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire devant
moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 février 1901. 883

Règle de Cour

Province de Québec, } *Cour de Circuit pour le*
District de Kamouraska. } *district de Kamouraska.*
No 1873.
Le treize février dix-neuf cent un.

Présent : l'honorable M. le juge ERNEST CIMON.
Tancrede Dionne, cultivateur, de Notre-Dame du
Portage, Demandeur ;

vs.

Timothée Deschenes, employé de l'Intercolonial,
de la ville de Fraserville, Défendeur ;

et

François Deschenes, cultivateur, de Saint-Patrice
de la Rivière du Loup,

Opposant afin de conserver.

Vu l'allégation de déconfiture du défendeur qui
se trouve en l'opposition du dit opposant et vu qu'il
y a des deniers provenant de la vente des meubles
du défendeur à distribuer.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No 240.
In the matter of Archibald Brown, Insolvent.
By order of the Honorable Mr. Justice Routhier,
the undersigned was, this day, appointed curator
to the estate of the above named insolvent.
Creditors are notified to file their claims duly
attested within 30 days.

D. RATTRAY,
Curator.

Dalhousie street.
Quebec, 9th February, 1901. 850

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
In the matter of Theodore Ross, Amqui,
Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this
matter, and will be open to objection until 4th
March, 1901, after which date this dividend will be
payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 14th February, 1901. 882

Province of Quebec, }
District of Saguenay. } *Superior Court.*
Notice is hereby given that Eugène Tremblay, of
Murray Bay, merchant, on the 6th of February,
1901, made a judicial assignment of his property
for the benefit of his creditors, at the prothonotary's
office of the superior court for the district of
Saguenay, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co., Building.
Quebec, 14th February, 1901. 886

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
In the matter of La Kermesse, Québec,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order
of the court, dated 12th February, 1901, I have
been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co., Building.
Quebec, 14th February, 1901. 884

Rule of Court

Province of Quebec, } *Circuit Court for the dis-*
District of Kamouraska. } *trict of Kamouraska.*
No. 1873.

On the thirteenth day of February, nine hundred
and one.

Present: the Honorable Judge ERNEST CIMON.
Tancrede Dionne, farmer, of Notre Dame du Por-
tage, Plaintiff ;

vs.

Timothée Deschenes, employee of the Intercolonial,
of the town of Fraserville, Defendant ;

and

François Deschenes, farmer, of Saint Patrice de la
Rivière du Loup,

Opposant for payment.

Seeing the allegation of the defendants discomfi-
ture, setforth in the opposition of the said opposant
and seeing that there are moneys accruing from the
sale of the defendant's movables for distribution.

Il est ordonné que les créanciers généralement du défendeur soient appelés par un avis publié deux fois, dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, leur enjoignant de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion.

Par ordre,

875

P. LANGLAIS,
Greffier de la dite cour.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 7

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 441.

AVIS aux juges de paix de renouveler leur serment d'allégeance, 442.

AVIS : — Morceau de terrain de feu Henry Bennie converti en cimetière, 466.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 443 ; Conseil législatif, 443 ; Date de réception, 443.

CERCLES AGRICOLES : — Formation de : — Saint-Jacques de Parisville, 479 ; Canton Clarendon, 479 ; Saint-Ambroise, 479.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Amender charte cité de Montréal, 454 ; Amender charte ville de Chicoutimi, 447 ; Amender charte ville Saint-Laurent, 448 ; Autoriser C. F. Lussier à pratiquer la médecine, 451 ; Autoriser Dr James Peter Pidgeon à pratiquer la médecine, 454 ; Autoriser E. A. Dorion à changer son nom, 450 ; Autoriser J. D. E. Barras à pratiquer la chirurgie, 459 ; Cie de chemin de fer électrique de Lévis, 453 ; Cie Paquet, limitée, 453 ; Commune d'Yamaska, 451 ; Corporation de la cité de Québec, 455 ; Corporation du village de la Pointe au Pic, 452 ; Exécuteurs testamentaires de feu Chs. T. Viau, 453 ; Gaspé & Western Railway Coy, 455 ; Incorporer Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille, 456 ; Incorporer une compagnie pour l'achat, etc., du chemin de fer des comtés unia, 449 ; James Scott, 406 ; Jeffrey Hale's Hospital, 454 ; La Cie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada, 448 ; La Cie de chemin de fer électrique suburbain de Québec, 454 ; La Cie de téléphone du comté de Montmorency, 451 ; La Cie du Pont de Grand'Mère, 458 ; La Cité de Saint-Henri, 449 ; L'agence Canadienne, 456 ; Le chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière, 457 ; Le Crédit Foncier du Bas Canada, 449 ; Municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, 447 ; North Shore Power Coy, 452 ; Pour incorporation d'une ligne de chemin de fer dans les comtés de Gaspé et autres, 452 ; Sainte-Catherine de Hatley, 456 ; Saint Lawrence Southern Railway Coy, 451 ; Saint-Stanislas de Kostka, 457 ; Succession Beaudry demande d'hypothéquer immeuble, 449 ; Succession feu J. B. Renaud et Mme Renaud, 450 ; The Dominion Cotton Mills Coy, 450 ; The Laing Provision Packing Coy, 450 ; The Point Saint Charles Amateur Athletic, 458 ; The Quebec and James Bay Railway Coy, 449 ; The Royal Saint Lawrence Yacht Club, 447 ; The William Strachan Coy, 453 ; Village de Grand'Mère, 451 ; Ville de Saint-Louis, 453.

DÉPENSES D'ÉLECTION : — Districts électoraux de : — Chambly : Maurice Perrault, 479 ; Division Saint-Laurent No 4, Montréal : James Cochrane, 459 ; Québec-Ouest : J. G. Hearn, 460 ; Richmond : P. G. S. Mackenzie, 459 ; Soulanges : A. G. Bourbonnais, 459 ; Saint-Jean : Jos. L'Heureux, 479 ; P. H. Roy, 479.

It is ordered that the creditors generally of the defendant be called in by notice published twice, in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, enjoining upon them to file their claims within fifteen days from the date of its first insertion.

By order,

876

P. LANGLAIS,
Clerk of the said court.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 7

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices &c., 441.

NOTICE to justices of the peace to renew their oath of allegiance, 442.

NOTICE : — A piece of land belonging to late Henry Bennie turned into a cemetery, 466.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 394 ; Legislative Council, 393 ; Date of receipt, 443.

FARMERS' CLUBS : — Formation of : — Saint Jacques de Parisville, 479 ; Township Clarendon, 479 ; Saint Ambroise, 479.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To amend charter city of Montreal, 454 ; To amend charter town of Chicoutimi, 447 ; To amend charter town of Saint Laurent, 448 ; To authorize C. F. Lussier to practise the medicine, 451 ; To authorize Dr. James Peter Pidgeon to practise medicine, 454 ; To authorize E. A. Dorion to change his name, 450 ; To authorize J. D. E. Barras to practise the surgical, 459 ; The Levis Electric Railway Coy, 453 ; Cie Paquet, limited, 453 ; Common of Yamaska, 451 ; Corporation of the city of Quebec, 455 ; Corporation of the village of Pointe au Pic, 452 ; Testamentary executors of the late Chs. T. Viau, 453 ; Gaspé & Western Railway Coy, 455 ; To incorporate Les Petites Sœurs de la Sainte Famille, 456 ; To incorporate a company for purchase, &c., of the railway of the united counties, 449 ; James Scott, 406 ; Jeffrey Hale's Hospital, 454 ; The Canada Mutual fire assurance Coy, 448 ; The Quebec Suburban electric railway Coy, 454 ; La Cie de téléphone du comté de Montmorency, 451 ; Grand'Mère Bridge Coy, 458 ; The city of Saint Henry, 449 ; Canadian Agency, 456 ; Le chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière, 457 ; Le Crédit Foncier du Bas Canada, 449 ; School municipality of the city of Sainte Cunégonde of Montreal, 447 ; North Shore Power Coy, 452 ; To incorporate a line of railway in the counties of Gaspé and others, 452 ; Sainte Catherine de Hatley, 456 ; Saint Lawrence Southern Railway, Coy, 451 ; Saint Stanislas de Kostka, 457 ; Estate Beaudry applying for hypothecate immovable, 449 ; Estate J. B. Renaud and Mad. Renaud, 450 ; The Dominion Cotton Mills Coy, 450 ; The Laing Provision Packing Coy, 450 ; The Point Saint Charles Amateur Athletic, 458 ; The Quebec and James Bay Railway Coy, 449 ; The Royal Saint Lawrence Yacht Club, 447 ; The William Strachan Coy, 453 ; Village of Grand'Mère, 451 ; Town of Saint Louis, 453.

ELECTION EXPENSES : — Electoral districts of : — Chambly : Maurice vs Perrault, 479 ; Saint Lawrence division No. 4, Montreal : James Cochrane, 459 ; Quebec West : J. G. Hearn, 460 ; Richmond : P. G. S. Mackenzie, 459 ; Soulanges : A. G. Bourbonnais, 459 ; Saint Jean : Jos. L'Heureux, 479 ; P. H. Roy, 479.

ERECTION civile de partie de territoire, à Montréal,
460.

FAILLIS :—Brown, 482 ; Corbeil & Léveillé, 481 ; Côté, 481 ; Dme Collins *et vir*, 469 ; Forest, 470 ; Granger & Co, 469 ; Gravel, 470 ; La Banque Ville-Marie, 470 ; La Cie d'Imprimerie du Nord, 480 ; La Kermesse, 482 ; Lauzon, 469 ; Maheu, 481 ; Phillips, 470 ; Ross, 482 ; Tremblay, 482 ; Vissière, 481 ; Watt & Co, 481.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—La compagnie de pulpe des Chutes de la Chaudière, 466 ; La compagnie Desjardins, 464 ; La compagnie du Parc DeLorimier, 464 ; La Cie de tourbe combustible du Canada, 462 ; La compagnie électrique d'Hébertville, 465 ; Saint Paul Land & Hydraulic Coy, 463 ; The Canadian Chrome Iron Coy, 461 ; The Montmagny Light & Pulp Coy, 462 ; The Temiscouata lumber Coy, 465 ; The Texas Gold Mining Coy, 461 ; Warden King & Son, 447.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—De E. H. Tremblay à Jos. Eug. Charbonneau, 443.

MINUTES DE NOTAIRES TRANSFÉRÉES :—A D. A. Fontaine, 479 ; Arthur Pigeon, 479.

NOMINATIONS :—Conseillers municipaux :—Municipalités de :—Saint-Mathieu de Caxton, 441 ; Sainte-Christine, 441 ; Saint-Félix du Cap Rouge, 479.

RÈGLES DE COUR :—Dionne vs Deschênes, 471 ; Lewis *et al* vs Sturgees *et al*, 482.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Callaghan vs Marks, 467 ; Fortin vs Jalbert, 468 ; Gagné vs Letourneau, 468 ; Henry vs Beaudry, 467 ; Lebeau vs Dansereau, 468 ; Lespérance vs Dupont, 468 ; Maillé vs Boileau, 467 ; McVicker vs Vosburgh, 469 ; Royer vs Bureau, 468 ; Sénécal vs Boileau, 468.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Mayer vs Charbonneau, 469.

SÉANCES SPÉCIALES :—Cour d'Echiquier du Canada, 467.

TERRES DE LA COURONNE :—Avis de cancellation, etc. :—Cantons Blandford, 443 ; Cox, 442 ; Hocquart, 442 ; Low, 442 ; Polette, 442 ; Roux, 442.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—Ville de Longueuil, 478 ; Ville de Magog, 477.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Eaves vs Lavoie, 471 ; Paradis vs Houle, 471.

CHICOUTIMI :—Blais vs Barrette, 472.

IBERVILLE :—Dme Lanoue vs Dandurand, 472.

MONTREAL :—Gravel *et al* vs Jacotel, 473 ; La Corporation de la ville de l'Assomption vs The Canadian Food Supply Coy, 473 ; Laporte vs Beaulieu, 473.

QUÉBEC :—Bédard vs Landry, 474 ; Cloutier vs Carrier, 475 ; Guilmette vs Gignac, 475 ; La Corporation de Limoilou vs Paradis, 474 ; Savard vs Bertrand, 475.

SAGUENAY :—Dme Fortin vs Simard, 476.

TROIS-RIVIÈRES :—Comeau vs Moreau, 476.

QUÉBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

CIVIL erection of a part of territory at Montreal,
460.

INSOLVENTS :—Brown, 482 ; Corbeil & Léveillé, 481 ; Côté, 481 ; Dme Collins *et vir*, 469 ; Forest, 470 ; Granger & Co, 469 ; Gravel, 470 ; La Banque Ville-Marie, 470 ; La Cie d'Imprimerie du Nord, 480 ; La Kermesse, 482 ; Lauzon, 469 ; Maheu, 481 ; Phillips, 470 ; Ross, 482 ; Tremblay, 482 ; Vissière, 481 ; Watt & Co, 481.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—The Chaudière Falls Pulp Company, 466 ; La compagnie Desjardins, 464 ; La compagnie du Parc DeLorimier, 464 ; The Peat Fuel Coy of Canada, 462 ; La compagnie électrique d'Hébertville, 465 ; Saint Paul Land & Hydraulic Coy, 463 ; The Canadian Chrome Iron Co., 461 ; The Montmagny Light & Pulp Coy, 462 ; The Temiscouata lumber Coy, 465 ; The Texas Gold Mining Coy, 461 ; Warden King & Son, 447.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER :—From E. H. Tremblay to Jos. Eug. Charbonneau, 443.

MINUTES OF NOTARIES TRANSFERRED :—To D. A. Fontaine, 479 ; Arthur Pigeon, 479.

APPOINTMENTS :—Municipal councillors :—Municipalities of :—Saint Mathieu de Caxton, 441 ; Sainte Christine, 441 ; Saint Félix du Cap Rouge, 479.

RULES OF COURT :—Dionne vs Deschênes, 471 ; Lewis *et al* vs Sturgees *et al*, 482.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Callaghan vs Marks, 467 ; Fortin vs Jalbert, 468 ; Gagné vs Letourneau, 468 ; Henry vs Beaudry, 467 ; Leblanc vs Dansereau, 468 ; Lespérance vs Dupont, 468 ; Maillé vs Boileau, 467 ; McVicker vs Vosburgh, 469 ; Royer vs Bureau, 468 ; Sénécal vs Boileau, 468.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dme Mayer vs Charbonneau, 469.

SPECIAL SITTINGS :—Exchequer Court of Canada, 467.

CROWN LANDS :—Notice of cancellation, etc. :—Townships Blandford, 443 ; Cox, 442 ; Hocquart, 442 ; Low, 442 ; Polette, 442 ; Roux, 442.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—Town of Longueuil, 478 ; Town of Magog, 477.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Eaves vs Lavoie, 471 ; Paradis vs Houle, 471.

CHICOUTIMI :—Blais vs Barrette, 472.

IBERVILLE :—Dme Lanoue vs Dandurand, 472.

MONTREAL :—Gravel *et al* vs Jacotel, 473 ; The Corporation of the town of L'Assomption vs The Canadian Food Supply Coy, 473 ; Laporte vs Beaulieu, 473.

QUÉBEC :—Bedard vs Landry, 474 ; Cloutier vs Carrier, 475 ; Guilmette vs Gignac, 475 ; The Corporation of Limoilou vs Paradis, 474 ; Savard vs Bertrand, 475.

SAGUENAY :—Dme Fortin vs Simard, 476.

THREE RIVERS :—Comeau vs Moreau, 476.

QUÉBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.